

# LE DEVOIR

VOL. LXXXVIII - N° 286

MONTRÉAL, LE LUNDI 15 DÉCEMBRE 1997

88c + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

**PERSPECTIVES**

## La globalisation des problèmes

Ce fut d'abord la monnaie thaïlandaise, puis l'éclatement de la bulle financière indonésienne qui a mis Hong-Kong dans l'embarras avant que la Corée du Sud ne signale qu'elle était pratiquement sans le sou, provoquant la faillite de quelques-unes des plus prestigieuses institutions financières japonaises... La mondialisation des marchés, c'est aussi la mondialisation des problèmes. Tout naturellement.

Depuis plusieurs jours maintenant, les quotidiens et magazines du monde titrent ainsi les méfaits financiers constatés: «*Scénario catastrophe pour l'économie mondiale*», «*Quand l'Asie freine le monde*», «*Ne comptez plus sur le Japon*», «*Le FMI peut-il éviter le krach?*» ou «*Le FMI désespéré*», «*Dur réveil après l'euphorie des années 90*», ou encore le titre succinct de *Newsweek*: «*Dans le trouble*». Le sous-titre: «*La crise financière asiatique sera bientôt globale*». Ce dernier est peut-être alarmiste. Il n'empêche que...

Il n'empêche que, pas plus tard que vendredi dernier, la Banque du Canada a ordonné une hausse de 50 points de son taux de base pour stopper un dollar malmené, non pas par des assauts spéculatifs, mais plutôt par un redéploiement des capitaux. Ici et là, on retire ses billes pour les investir, ou plutôt se réfugier, aux États-Unis en se croisant les doigts pour que les Japonais n'inondent pas le marché des milliards et des milliards de bons du Trésor américain qu'ils détiennent. Si tel est le cas, il y aura baisse des valeurs. On entrera alors dans la spirale déflationniste.



Serge Truffaut

Pour l'instant, on calcule que les écueils rencontrés jusqu'à présent se sont traduits par une perte de 500 milliards de dollars américains. Attention! On est loin d'avoir effectué l'inventaire exhaustif des pertes causées par les faillites d'institutions et de conglomerats asiatiques. Toujours est-il que, depuis quelques semaines, le FMI est appelé à remplir son rôle de pompier financier comme jamais auparavant.

En quelques semaines, LE banquier du monde a aloué 16 milliards de dollars américains à la Thaïlande, 40 milliards à l'Indonésie et 35 milliards à la Corée qui en redemande encore. Bref, on estime qu'à court terme, en fait d'ici la fin de l'année, le FMI aura et devra accorder plus de 100 milliards de dollars américains. A titre indicatif, rappelons que, pour mettre un terme à la crise mexicaine, le FMI avait prêté 17 milliards.

Justement, dans le cas du Mexique, comme dans celui d'ailleurs de certains pays sud-américains, le FMI avait été rappelé à la rescousse parce que les signaux économiques s'étaient mis au rouge. Là, c'était pour cause d'inflation aiguë. Ici, pour favoriser l'émergence d'une infrastructure industrielle compétitive.

Dans le cas de l'Asie, la nature du problème est tout autre. Pour la première fois de son histoire, le FMI doit composer avec des maux qui ne s'appellent pas inflation, désindustrialisation ou on ne sait quoi. Désormais, on pense surtout à la Corée du Sud, onzième puissance économique du monde; il doit jouer au médecin parce que de grands conglomerats ainsi que de grandes banques avaient des directions défaillantes ou corrompues. Ou les deux. L'exemple de Yamaichi Securities, quatrième firme de courtage en valeurs mobilières du Japon, est éloquent.

Il y a plus d'une semaine maintenant, cette énorme institution financière a déclaré faillite. Ce faisant, une foule d'épargnants japonais se sont rués aux guichets de la Yasuda Trust Bank. Cette dernière fait partie d'un conglomérat industriel et financier qui comprend Nissan, Marubeni, puissante maison d'import-export, et la Banque Fuji. Et alors? Yasuda Trust Bank perd des clients en quantité parce qu'elle est arrimée à une banque, Fuji, qui était le principal bailleur de fonds de Yamaichi Securities qui, soit dit en passant, s'était dotée, aux îles Caïmans, d'une petite cagnotte atteignant les deux milliards de dollars américains. Dans quel but? Ces deux milliards étaient utilisés pour les dessous de table, les fraudes et autres magouilles.

Toujours est-il que l'effet domino qui menace ce conglomérat japonais menace tout le Japon. Il menace en fait l'économie mondiale. D'abord, il faut savoir qu'au cours des deux ou trois dernières années les Japonais avaient ordonné une retraite des États-Unis, du Canada et d'Europe pour mieux investir en Asie. De fait, les banquiers japonais détiennent entre 40 et 60 % des dettes de toute la région. Bref, ça craint.

D'autant que les Coréens étaient jusqu'à tout récemment les plus gros détenteurs de la dette russe, qu'ils se sont empressés de rappeler. En conséquence, ils ont «*exporté*» leur crise. Quoi d'autre? Les dévaluations des monnaies asiatiques ont eu un effet très néfaste sur l'économie du Brésil. Ce dernier était un gros exportateur de biens en direction de la Corée, du Japon... Il y a trois semaines, le gouvernement brésilien a élaboré un plan d'austérité en catastrophe.

Revenons de ce côté-ci de la frontière. Le Canada est le principal partenaire commercial des États-Unis, qui réalisent 25 % de ses ventes avec l'Asie, qui... La chute de la maison Asie va affecter tout l'Occident.

Jusqu'à quel point? Nul ne le sait avec exactitude. Peut-être que la crise sera grise, peut-être qu'elle sera noire. Chose certaine, elle ne sera pas pastel. On va tous «*passer au cash*».

**L'ENTREVUE**

Michel Jovet: rêveries d'un chercheur solitaire, page B 1



**PLANÈTE**

Le livre a maintenant pignon sur Net, page B 4



**LE MONDE**

La visite de Farrakhan soulève la controverse en Israël, page A 5

## Une étude québécoise sur la transmission du VIH provoque un tollé aux États-Unis

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

Les utilisateurs de drogues injectables qui ont utilisé depuis 1988 les programmes d'échange de seringues neuves à Montréal ont davantage contracté le VIH que les toxicomanes qui se procuraient leurs seringues ailleurs.

Ces résultats déconcertants, obtenus lors d'une enquête menée par des chercheurs montréalais et publiés aujourd'hui dans la prestigieuse revue *American Journal of Epidemiology*, provoquent tout un tollé aux États-Unis où ces chiffres servent d'alibi aux tenants de la tolérance zéro pour couper les vivres aux programmes de distribution

de seringues neuves. Cette enquête controversée, menée par des chercheurs de l'hôpital Saint-Luc au CHUM, de l'Université McGill et du Centre de santé public de Laval, a permis de comparer le taux de séroconversion entre 1988 et 1995 chez les utilisateurs et les non-utilisateurs de programmes d'échange de seringues. Dans ces comptoirs, une seringue neuve est donnée en échange de chaque aiguille souillée rapportée.

Les chiffres sont étonnants. Ils démontrent qu'un toxicomane fréquentant les sites d'échange court 1,6 fois plus de risque de contracter le VIH que celui se procurant ses seringues ailleurs. Sur un groupe de 974 utilisateurs de drogues injectables suivis aux six mois, 89 sont devenus

séropositifs. Or, l'incidence du VIH a atteint 7,9 % chez le groupe fréquentant les sites d'échange, comparativement à 3,1 % chez ceux qui se ravitaillaient dans les pharmacies ou ailleurs.

Comment expliquer ces résultats contradictoires? «*Dans notre esprit, il n'y a pas une relation de cause à effet entre le fait de participer à un programme d'échange de seringues et celui d'attraper le VIH. Il y a une association statistique que nous ne pouvons expliquer*», a fait valoir la semaine dernière le Dr Julie Bruneau, co-auteur de cette étude dont les résultats controversés ont fait l'objet d'un

VOIR PAGE A 8: VIH

### Le temps des cadeaux



JULIEN SAUCIER LE DEVOIR

GREFFÉ d'un rein ce printemps, et ayant reçu son congé de l'hôpital Sainte-Justine en octobre dernier, le jeune Jordan, âgé de cinq ans, va beaucoup mieux bien qu'il doive se protéger constamment des microbes à l'aide d'un masque. Mais cela ne l'a pas empêché d'assister hier à la distribution des cadeaux du père Noël, en compagnie de plusieurs jeunes enfants dialysés et greffés de Sainte-Justine, au Mess des caporaux et soldats de la garnison Longue-Pointe.

## L'Iran veut se rapprocher du «grand peuple américain»

BARRY MAY  
REUTER

Téhéran — Le président iranien Mohamad Khatami a fait samedi un geste à l'égard de l'ex-Grand Satan en déclarant espérer pouvoir ouvrir prochainement un dialogue avec «le grand peuple américain».

En tenant ces propos, le président réformateur de la République islamique a fait un petit pas en direction d'une réconciliation avec les États-Unis, qui ont pris des sanctions commerciales à l'encontre de l'Iran révolutionnaire.

Les deux pays ont rompu leurs relations diplomatiques depuis la prise d'otages, en 1980, à l'ambassade américaine à Téhéran.

Lors d'une conférence de presse organisée dans la foulée du récent sommet islamique de l'OCI à Téhéran, le président Mohamad, chef de file de l'aile réformatrice du clergé iranien, a déclaré: «*Je présente mes respects au grand peuple des États-Unis et j'espère pouvoir dans un proche avenir dialoguer et parler avec ce peuple. J'espère aussi que cela ne prendra pas trop de temps*».

Les observateurs ont noté l'absence de référence au «Grand Satan» et autre «puissance» arrogante qui émaillaient rituellement les discours des prédécesseurs de l'actuel chef de l'Etat et qui fleurissent toujours dans la

«J'espère pouvoir dans un proche avenir dialoguer et parler avec ce peuple»

VOIR PAGE A 8: IRAN

## Rolls-Royce au plus offrant

La plus prestigieuse des marques automobiles a été mise aux enchères. BMW et Volkswagen sont sur les rangs, mais le repreneur devra s'engager à protéger la réputation d'excellence des voitures aux calandres ornées de la «Spirit of Ecstasy».

VIRGINIE MALINGRE  
LE MONDE

L'âge, quatre-vingt-six ans, ne lui a rien enlevé de sa superbe, ni de son pouvoir de fascination. Lundi 24 novembre, au Royal Air Force Museum, près de Londres, où Sotheby's organisait sa dernière vente aux enchères de l'année de voitures anciennes, elle était, incontestablement, la star. Pas un homme qui n'en ait rêvé, ne l'ait caressée du regard, ne l'ait convoitée. Pas une femme qui ne l'ait observée sans désir. Cette Rolls-Royce Silver Ghost — «Silver» pour la couleur argentée et «Ghost» pour la discrétion sonore de son moteur — fabriquée en 1911 avait attiré le monde, celui des gentlemen dilettantes, celui des nostalgiques d'une époque où la voiture était bien plus qu'un simple moyen de transport, celui des collectionneurs bon chic, bon genre. La salle était comble. Les enchères ont flambé, à la grande joie d'un commissaire-priseur dont le snobisme était à

la hauteur de sa mission. Un acheteur au téléphone l'a emporté, sous les applaudissements polis d'une assemblée qui sait garder son *self-control*, pour... 4,5 millions de francs.

Sur près de 130 000 Rolls-Royce produites depuis 1906, les deux tiers roulent encore

Rolls-Royce reste la voiture des milliardaires, comme si elle incarnait la preuve par excellence de leur fortune. «*Je ne suis pas seulement riche, je suis riche, riche...*», attaqua le jazzman Cole Porter en montant dans la sienna. Chez Rolls-Royce, on disait d'un ton méprisant: «*Si vous demandez le prix, c'est que vous n'avez pas les moyens*». Rolls-Royce est entrée dans l'histoire plus qu'aucune autre marque automobile. La grande, celle des politiciens, des rois, des reines, des guerriers, des dictateurs: Léonine, Hitler, le tsar Nicolas II, la famille royale britannique, Winston Churchill, etc. Tous ont roulé sous la protection de l'emblème ailé.

La petite histoire aussi: celle de Hollywood, des capitaines d'industrie, des rock-stars, des publicitaires: Charlie Chaplin, Elvis Presley, Henry Ford, Zsa-Zsa Gabor, Cary Grant, Michael Caine... Ce dernier s'en était même offert une avant d'avoir son permis de conduire. Les Beatles firent scandale en s'exhibant dans une Rolls-Royce psychédélique. «*Ce n'est pas dans notre politique de commenter le goût de nos clients*», susurre-t-on chez le constructeur. Même commentaire

VOIR PAGE A 8: ROLLS-ROYCE

## Raz de marée Egoyan au gala des Génies

Les cinéastes québécois reviennent bredouilles, ou presque

ODILE TREMBLAY  
LE DEVOIR

Soirée de triomphe hier soir pour *The Sweet Hereafter* d'Atom Egoyan au 18e Gala des prix Génie. C'est à l'hôtel Westin Harbour Castle de Toronto que se déroulait l'hommage annuel aux artisans du cinéma canadien (en alternance avec Montréal), et la Ville reine a déroulé le tapis rouge à un enfant de son macadam. Déjà couronné à Cannes, le brillant (et un peu froid) film d'Egoyan, explorant l'après-catastrophe d'un village canadien secouru par une tragédie de la route qui engloutit ses enfants, raflait hier une moisson de huit prix, soit ceux du meilleur film, de la meilleure réalisation, du meilleur acteur masculin pour Ian Holm, des meilleures images, du meilleur montage, de la meilleure musique, du meilleur son d'ensemble et du meilleur montage sonore. Bref, la panoplie des décorations de prestige réunies en bouquet. Atom Egoyan, il faut bien l'admettre, avait livré le film canadien le mieux achevé du cru et méritait sa victoire.

On aurait cherché vainement hier soir, comme par le passé, la diffusion télé de l'événement. Ce n'est qu'aujourd'hui, au Canal Bravo! et dans le cadre de l'émission *Christiane Charette en direct*, que le public francophone aura droit à un compte rendu de la cérémonie. Côté impact médiatique, la soirée des Génies perd beaucoup à se voir servir le lendemain en viande froide. Bizarre initiative enlevant beaucoup d'éclat à ce qu'il est convenu d'appeler les Oscars canadiens.

Mais revenons à nos moutons, c'est-à-dire au second grand lauréat de la soirée qui se révèle être un autre film anglophone. *The Hanging Garden* de Thom Fitzgerald, sensible et habile jeu de sketches, relate l'histoire d'un fils prodigue homosexuel revenant dans sa famille après des années absence. Déjà couronné au dernier festival de To-



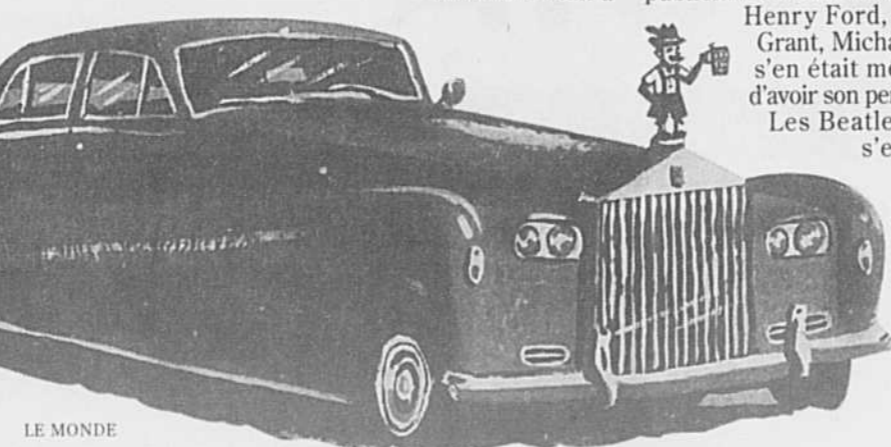
VOIR PAGE A 8: GÉNIE

**MÉTÉO**

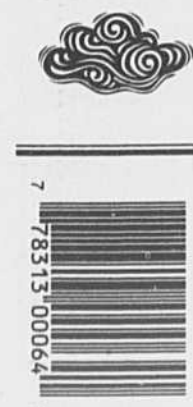
Montréal Nuageux, 30% de probabilité d'averses de neige. Max: -12 Min: -21  
Québec Ensoleillé. Max: -12 Min: -21  
Détails, page A 4

**INDEX**

Agenda ..... B 7  
Annonces ..... B 6  
Avis publics ..... B 5  
Culture ..... B 8  
Économie ..... B 2  
Éditorial ..... A 6  
Le monde ..... A 5  
Les sports ..... B 5  
Mots croisés ..... B 6  
Planète ..... B 4  
Religion ..... B 6  
Télévision ..... B 7  
www.ledevoir.com



LE MONDE



## • LES ACTUALITÉS •

# L'affaire Bakovici se dégonfle

## Un regroupement de militaires canadiens en Bosnie exige des excuses

L'affaire de Bakovici, une ville de Bosnie où une soixantaine de soldats canadiens auraient posé des actes répréhensibles contre la population entre 1993-1994, se dégonfle au fur et à mesure que les accusations tombent ou ne résistent pas aux enquêtes. Un regroupement de militaires réclame maintenant des excuses de la part des autorités.

JOCELYN COULON  
LE DEVOIR

Vendredi dernier, le sous-lieutenant Michel Sartori a reçu une bonne nouvelle. Accusé d'inconduite lors de son séjour en Bosnie dans le cadre d'une mission de l'ONU, le jeune militaire a été lavé de tout soupçon par le Conseil spécial de révision de carrière (CSRC) des Forces armées canadiennes.

Le 17 juillet 1996, le général Maurice Baril, alors commandant de l'armée de terre, annonçait que plusieurs dizaines de soldats ayant participé à une mission

en Bosnie deux ans auparavant avaient commis des actes répréhensibles, allant de la violence à l'endroit de patients de l'hôpital pour handicapés de Bakovici à des cas d'inconduite sexuelle avec des infirmières de l'établissement. Plusieurs soldats étaient aussi soupçonnés d'abus d'alcool, d'extorsion, d'insubordination et de manque de leadership. La plupart des militaires appartenaient au 12<sup>e</sup> Régiment blindé du Canada, stationné à la base de Valcartier.

Après une enquête exhaustive, le général Baril annonçait en janvier dernier que 47 militaires seraient traduits devant le CSRC, dix autres échappant

aux poursuites à la suite de leur départ des Forces armées. À l'époque, l'officier supérieur avait affirmé que les résultats de l'enquête confirmaient les allégations d'inconduite envers les Casques bleus canadiens.

Or, selon l'Alliance des vétérans du groupement régimentaire du 12<sup>e</sup> RBC, le CSRC «a pris position dans la presque totalité des dossiers. Ses recommandations sont allées du simple abandon de toute procédure contre des militaires ayant fait l'objet d'allégation, jusqu'à des briefings verbaux dans le cas d'autres individus impliqués». Cinq cas seraient toujours devant cette instance administrative qui a tout pouvoir sur la carrière d'un militaire.

Selon l'Alliance, le cas du sous-lieutenant Sartori soulève des questions «sur la qualité de la gestion de ce dossier de la part du général Baril», qui est maintenant le chef d'état-major des Forces armées. Le sous-lieutenant Sartori a été entre autres accusé

de violence envers ses subordonnés, d'extorsion, de manque de leadership, d'indifférence à l'égard des règlements et d'abus d'alcool. Le CSRC, après un examen complet des faits et une lecture attentive du rapport d'enquête commandé par le général Baril, rejette plusieurs des ces accusations et recommande que le militaire «soit maintenu au sein des Forces armées et qu'aucune mesure administrative ne soit prise contre lui».

Plus encore, le CSRC dénonce la manière dont la commission d'enquête sur Bakovici et l'équipe de révision du chef d'état-major de la force terrestre ont mené leurs travaux sur Michel Sartori.

«Il semblerait que ni la commission d'enquête ni l'équipe de révision n'a considéré le témoignage du sergent [à l'époque] Sartori en tirant ses conclusions. En fait, la nature même des allégations semble indiquer que son témoignage a été totalement ignoré», écrit

vent les membres du conseil spécial.

Le CSRC en arrive à la conclusion «qu'il n'existe pas suffisamment d'évidence claire et convaincante pour supporter les allégations d'impropriétés attribuées au sergent Sartori».

Pour Michel Sartori, les dix-huit derniers mois ont été un cauchemar. Sa femme l'a quitté en apprenant les allégations qui circulaient contre lui, alors que l'aumônerie militaire lui a refusé le poste d'agent de pastorale qu'elle lui avait pourtant promis. Sartori est aujourd'hui sans emploi.

À la suite de l'affaire Sartori, l'Alliance des vétérans exige donc «des excuses officielles de la part des autorités canadiennes non seulement à l'endroit des militaires qui ont été exonérés de tout blâme, de leur famille et de leurs proches, mais aussi à l'endroit de tous les membres de cette rotation qui ont travaillé dans les pires conditions pendant six mois et dont l'honneur a été entaché.»

EN BREF

### Tests menés à Saint-Jérôme

Saint-Jérôme (PC) — La direction de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme doit soumettre plus de 150 patients et employés à des tests de dépistage du streptocoque A, une bactérie parente de la mangeuse de chair. La semaine dernière, une jeune femme est décédée, trois jours après avoir accouché de son troisième enfant, qui lui s'en est sorti indemne. L'autopsie a révélé que la jeune mère de 25 ans avait la bactérie de streptocoque du groupe A. Une autre patiente du département d'obstétrique a dû être réhospitalisée parce qu'elle souffrait de maux de tête attribués aussi à cette bactérie. On prévoit avoir les résultats des tests aujourd'hui.

### Près de 270 Irlandais ont reçu du sang contaminé

Dublin (AP) — Le sang d'un donneur britannique atteint de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) a été transfusé à 268 personnes dans neuf hôpitaux de la République d'Irlande, a révélé hier soir le ministère irlandais de la Santé. Les produits sanguins contenant du plasma de ce donneur auraient été transfusés avant que la Banque de sang britannique (NBS) ne se rende compte que le donneur était décédé de la maladie de MCJ, la forme humaine de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), dite «maladie de la vache folle». C'est à la fin novembre que les autorités sanitaires irlandaises décidaient de retirer immédiatement de la circulation les produits sanguins suspects.

## Hausse des ventes canadiennes de matériel militaire au Tiers-Monde

Ottawa (PC) — Les exportations canadiennes de matériel militaire à des pays tels que l'Algérie, l'Indonésie, la Chine, l'Inde et la Turquie se sont intensifiées au cours de l'année 1996, selon les données d'un rapport annuel rendu public vendredi.

Globalement, la valeur des exportations canadiennes de matériel militaire en 1996 s'est établie à 459 millions de dollars, en baisse légère par

rapport aux 463 millions de 1995. Toutefois, la part de ces exportations qui a été destinée à des pays à faible ou moyen revenu a presque doublé, passant de 8,6 % en 1995 à 14,5 % en 1996. Le rapport annuel établit la valeur en dollars des exportations canadiennes d'équipements militaires qui ont nécessité l'approbation du gouvernement fédéral. Il exclut donc les exportations aux États-Unis, qui re-

présentent pourtant la part du lion pour l'industrie militaire canadienne puisque celles-ci ne nécessitent pas l'obtention d'un permis.

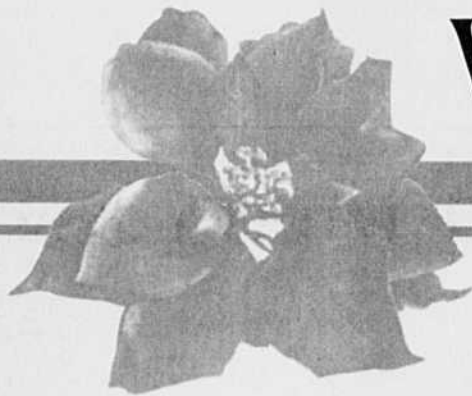
Comme lors des années précédentes, les pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, d'autres d'Europe de l'Ouest, ainsi que l'Australie et l'Arabie Saoudite ont été les meilleurs clients — à l'exception des États-Unis — de l'in-

dustrie militaire canadienne en 1996. Le pourcentage des exportations vers ces pays s'est établi à 81,5 %.

Dans un communiqué, le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, affirme qu'il porte une attention toute particulière aux exportations d'armes à feu, afin de s'assurer que celles-ci ne soient pas acheminées dans des régions où font rage des conflits ou qu'elles ne servent

pas à des activités criminelles. L'analyse du rapport révèle toutefois que des équipements militaires ont été acheminés en plus grand nombre à certains pays aux prises avec des conflits internes. Ainsi, le Canada a vendu à l'Algérie en 1996 pour 45 442 \$ d'équipements servant à des exercices militaires, alors qu'en 1995 les exportations militaires à l'Algérie avaient été nulles.

# Vous êtes sage. Voici votre cadeau.



**RAV4 98**  
traction intégrale

**299\$**

par mois/  
location 48 mois\*

COMPTANT**	MENSUALITÉS
0 \$	299 \$
1 400 \$	266 \$
3 100 \$	227 \$

Transport et préparation inclus

ou financement à l'achat  
**3,9%**

jusqu'à 60 mois



**Camry 98**  
climatiseur

**299\$**

par mois/  
location 48 mois\*

COMPTANT**	MENSUALITÉS
0 \$	332 \$
1 400 \$	299 \$
3 100 \$	259 \$

Transport et préparation inclus

ou financement à l'achat  
**3,9%**

jusqu'à 60 mois



**Sienna 98**  
V6 de 194 ch

**299\$**

par mois/  
location 48 mois\*

COMPTANT**	MENSUALITÉS
0 \$	372 \$
1 400 \$	339 \$
3 100 \$	299 \$

Transport et préparation inclus

ou financement à l'achat  
**3,9%**

jusqu'à 60 mois

Programmes de location et de financement au détail de Toyota Canada Inc. sur approbation de crédit par Toyota Credit Canada Inc. Immatriculation, assurance et taxes en sus. \*Offre valable sur les modèles RAV4 YP10VM-AA, Camry BG22KP-CA et Sienna GF19CS-AA 1998 neufs, loués et livrés au plus tard le 31 décembre 1997. Premier versement de 340,73 \$, comptant de 1 400 \$ (Camry) ou de 3 100 \$ (Sienna) plus taxes et dépôt de garantie de 350 \$ exigibles au moment de la livraison. Franchise de 96 000 km; frais de 10¢/km excédentaire. \*\*Taxes en sus. Ou échange équivalent. †Financement à l'achat de 3,9% valable pour tous les modèles RAV4, Sienna et Camry 1998. Photos pour fin d'illustration seulement. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Votre concessionnaire



# TOYOTA

www.toyota.ca

## T U M ' É P A T E R A S T O U J O U R S !

**BOUCHERVILLE**  
Toyota Duval  
655-2350

**CHÂTEAUGUAY**  
Châteauguay Toyota  
692-1200

**JOLIETTE**  
Joliette Toyota  
759-3449

**LAVAL**  
Lévesque Toyota  
668-2210

**MONTRÉAL**  
Chassé Toyota  
527-3411

**MONTRÉAL**  
Toyota Pie IX  
329-9959

**ST-HYACINTHE**  
Angers Toyota  
774-9191

**STE-AGATHE**  
Toyota A  
Ste-Agathe  
326-1044

**SOREL**  
Automobile  
Trois-Rivières  
742-4596

**TROIS-RIVIÈRES**  
Trois-Rivières  
374-5323

**VALLEYFIELD**  
G. Couillard  
Automobiles  
373-9950

**VERDUN**  
Woodland Toyota  
761-3444



### Nouveau salon funéraire juif

(Le Devoir) — Service Corporation International (SCI), la plus grande entreprise de pompes funèbres au monde, a ouvert hier à Montréal un nouveau salon funéraire juif. Construit au coût de 4,5 millions de dollars, le salon Beth Olam Levayah — «demeure éternelle» en hébreu — aura une superficie de 25 000 pieds carrés. La construction a débuté en juin dernier sur l'ancien site du restaurant Miss Montréal, à l'angle des rues De Sorel et Bougainville, adjacentes à l'autoroute Décarie. SCI exploite plus de 3500 salons funéraires et cimetières en Amérique du Nord, en Europe, en Australie et dans les pays riverains du Pacifique. L'entreprise détient 50 % du marché funéraire juif aux États-Unis.

### Arrestations dénoncées

(PC) — La Ligue des droits et libertés dénonce vigoureusement l'arrestation de 107 personnes, survenue lors de la manifestation contre la pauvreté, tenue le 3 décembre dernier, à l'hôtel Reine-Élisabeth, à Montréal. Protestant contre la pauvreté et les politiques sociales, quelques-uns des manifestants avaient alors fait irruption dans l'hôtel et s'étaient dirigés vers le buffet pour se servir un repas. La Ligue considère que la nature de l'intervention policière a été à cette occasion disproportionnée par rapport à la faute commise, et elle s'est transformée selon elle en répression excessive. L'organisme demande donc une enquête sur la préparation et l'exécution de l'intervention. Elle souhaite que «tous les organismes sociaux, communautaires et syndicaux joignent à elle pour dénoncer cette intervention et soutenir la défense des 107 personnes inculpées et réclame la libération sans conditions des personnes encore détenues», peut-on lire dans un communiqué émis hier. La comparution de plusieurs des personnes arrêtées aura lieu demain.

### Nez rouge: un demi-million

(PC) — L'opération Nez rouge a franchi durant la nuit de samedi à hier le cap du demi-million de accompagnements depuis sa création, en 1984. Les organisateurs voient dans l'atteinte de ce sommet le couronnement de 13 années de travail acharné pour sensibiliser la population au problème de la conduite en état d'ébriété. Rappelons que l'opération 1997 bat tous les records. Comparativement à l'an dernier, l'augmentation est d'environ 16 %.

### Une entente au mont Sainte-Anne

Beauport (PC) — Une entente de principe a été conclue pour le renouvellement du contrat de travail liant le mont Sainte-Anne à ses 500 employés. Une assemblée générale pour ratifier l'accord. Cette entente de cinq ans survient quelques jours avant la période la plus achalandée de l'année, celle des Fêtes. Rappelons que le contrat de travail est échu depuis juin dernier. Il s'agit de la première convention collective depuis l'acquisition du mont Sainte-Anne par Club Resorts, en septembre 1994.

## • LES ACTUALITÉS •

### Un lutin dans les mains



JULIEN SAUCIER LE DEVOIR

**LA JOURNÉE** destinée à ramasser des jouets pour la Joujouthèque de Montréal, hier, au marché Maisonneuve, n'a pas répondu aux attentes des organisateurs. Cela n'a cependant pas perturbé ce jeune garçon, occupé à faire du bricolage en compagnie d'un lutin du père Noël.

## Villeneuve a un nouveau mouvement

«Il encouragera la doctrine de la non-violence»

FRANÇOIS NORMAND  
LE DEVOIR

Le Mouvement de libération nationale du Québec (MLNQ) n'est plus. Le regroupement fondé et dirigé par l'ex-felquist Raymond Villeneuve s'est sabordé samedi pour devenir le Mouvement pour le droit à l'autodétermination du peuple québécois, un mouvement «noté exclusivement à la lutte juridico-politique que mène le peuple québécois pour se constituer en État-nation».

Cette volte-face de Raymond Villeneuve a de quoi surprendre. Et d'aucuns y verront une victoire des partitionnistes et du Parti Égalité, dont le chef, Keith Henderson, avait déposé la semaine dernière en Cour supérieure une poursuite visant à interdire le MLNQ ainsi qu'une action en dommages moraux et exemplaires de 200 000 \$.

Une opinion que ne partage évidemment pas l'ex-felquist. «Ce n'est pas une victoire des partitionnistes, a vigoureusement martelé Raymond Villeneuve, hier, lors d'un bref entretien téléphonique. C'est un repli stratégique. Et quand les partitionnistes vont voir la contre-attaque, ils n'aimeront pas ça», a-t-il renchéri avec humour.

Ce dernier souhaite en fait «profiter» de la poursuite intentée contre lui par le chef du Parti Égalité pour «politiser» son procès — Raymond Villeneuve comparait le 19 décembre au Palais de justice de Montréal.

Son nouveau mouvement, explique-t-il dans un communiqué, agit «strictement et exclusivement sur une base légale et légitime». Le Mouvement pour le droit à l'autodétermination du peuple québécois compte notamment utiliser les moyens légaux et pacifiques pour combattre le mouvement partitionniste et ses alliés sur la scène nationale et internationale.

«Le mouvement, écrit Raymond Villeneuve dans le communiqué, ne tolérera aucune violence ou menace de violence contre quiconque et encouragera au contraire la doctrine de la non-violence mise de l'avant par Gandhi et Martin Luther King et celle de l'action positive du leader ghanéen, Kwame N'krumah (jeu des institutions, campagnes de presse, éducation des masses, grèves, boycott, non-coopération, etc.)».

Selon lui, le combat doit maintenant se dérouler devant les tribunaux pour montrer à la communauté internationale que le gouvernement du Canada nie le droit du Québec à l'autodétermination. «On compte aussi sensibiliser par exemple l'ONU et l'Association des juristes américains à notre combat», a-t-il dit.

Raymond Villeneuve envisage même de déposer des injonctions pour empêcher les partitionnistes «de harceler» les conseils municipaux avec «leur terrorisme psychologique». «Et s'ils ne comprennent pas, a-t-il déclaré, il n'est pas impossible que notre mouvement retourne manifester devant les hôtels de ville».

## Les universitaires comptent sur un Institut de mathématiques

Montréal a la plus forte concentration de chercheurs de haut niveau dans ce secteur en pleine ébullition

PAULE DES RIVIÈRES  
LE DEVOIR

Des divisions au sein de la communauté universitaire retardent la mise sur pied d'un Institut de mathématiques et d'ingénierie financières à Montréal. Le ministère des Finances a en effet entre les mains non pas un mais deux projets, qui sont passablement différents.

Pourtant, tous les intervenants dans ce dossier s'entendent pour dire qu'il est grand temps de regrouper les compétences dans un secteur en pleine ébullition qui abrite un noyau d'excellence certaine et qui souffre présentement d'un certain éparpillement.

D'ailleurs, les institutions financières du Québec déplorent l'absence de formation universitaire en mathématiques financières parce qu'elles doivent former en finance les diplômés en mathématiques et en mathématiques les diplômés en finance.

Le premier projet fut ébauché à la demande même de l'inspecteur général des institutions financières du gouvernement, Jacques Dumont. Ce dernier a fait appel au président du Centre universitaire de recherche en analyse des organisations, le CIRANO, Robert Lacroix. M. Lacroix, qui est professeur de sciences économiques à l'Université de Montréal,

s'est rallié le président de la Banque Laurentienne du Canada, Henri-Paul Rousseau, et le premier vice-président de la Banque Nationale du Canada, Jean Turmel. Leur projet fut soumis en juin dernier au ministère des Finances.

«Compte tenu de la grande richesse des ressources universitaires dans les domaines complémentaires à la finance moderne, Montréal, moyennant une certaine consolidation dans le domaine de la finance, peut devenir un lieu d'excellence au Canada et en Amérique du Nord pour la formation, la recherche et le développement en gestion des risques et en ingénierie financière», écrivent les auteurs du premier projet dont nous avons obtenu copie.

Ce projet a soulevé beaucoup de colère cependant, notamment au sein des écoles de gestion, qui n'avaient pas été mises dans le coup, pas plus que les doyens des facultés touchant à ce secteur ou la Conférence des recteurs des universités. Cette absence de consultation a conduit les universités à élaborer un second projet, conjointement avec les cinq écoles de gestion du Québec, rattachées aux universités Laval, de Montréal, du Québec à Montréal, Concordia et McGill.

Aujourd'hui, les responsables de chaque projet indiquent que les malentendus sont dissipés et que ce qui

importe, au bout du compte, c'est que le projet devienne réalité. M. Lacroix, du CIRANO, admet qu'il y a eu «un peu de "grafignage"» mais qu'il a expliqué depuis à ses collègues qu'il avait projeté une consultation ultérieure.

De son côté, le directeur de la recherche à l'École des hautes études commerciales, Michel Patry, qui a participé à l'élaboration du deuxième projet, parle de «parallel engineering». La tension, dit-il, est venue de ce que les universités auraient aimé être impliquées plus tôt dans le projet.

Mais même si les tensions sont apaisées, il reste que la philosophie des deux projets est différente. Le projet du CIRANO privilégie une formation sur mesure, axée sur les besoins du marché à plus court terme et la recherche de pointe en informatique, alors que le projet des universités insiste sur l'importance d'une formation conduisant, conformément à la mission de l'université, à l'obtention d'un diplôme, quitte à ce que cette formation comprenne des cours sur mesure, répondant à des besoins sectoriels.

Montréal a la plus forte concentration de chercheurs et professeurs de haut niveau en mathématiques, en informatique et en physique mathématique. Par exemple, l'École des hautes études commerciales de

l'Université de Montréal possède, depuis septembre, une chaire en gestion de risques ainsi qu'une chaire reliée aux questions touchant les cotes boursières. À Québec, l'Université Laval a maintenant une chaire en assurances.

Les acteurs de la communauté universitaire s'entendent sur le nécessaire regroupement des forces et des budgets dans ce domaine. «Aucune université ne peut tout développer», résume M. Patry, des HEC.

Le coût du projet de MM Lacroix, Turmel et Rousseau est évalué à 1,3 million annuellement. Les auteurs estiment que le gouvernement devrait y investir 600 000 \$, le secteur privé 200 000 \$ (montant qui servirait surtout à l'encadrement de stages dans le secteur privé) et l'organisme Montréal International, voué à la promotion de Montréal, 500 000 \$. Aucune demande officielle n'a cependant encore été transmise à cet organisme. Nous n'avons pu prendre connaissance des coûts de l'autre projet.

Au gouvernement, des sources confirment qu'il y a un grand intérêt pour la mise sur pied d'un tel institut. Les dirigeants savent également qu'en ces temps de compressions universitaires, tout investissement dans ce secteur sera scrupuleusement examiné.

## L'isolement de Bouchard est une «tragédie» pour le Québec, croit Romanow

Ottawa (PC) — La décision du premier ministre Lucien Bouchard de se tenir à l'écart des autres premiers ministres est une tragédie qui fera du tort aux Québécois, dit le premier ministre de la Saskatchewan, Roy Romanow.

«D'une façon, c'est une tragédie, a déclaré hier M. Romanow à l'émission Sunday Edition du réseau de télévision CTV, car je trouve que M. Bouchard a une compréhension très progressiste de la politique sociale.»

Mais le message souverainiste de M. Bouchard annule ce progressisme, dit-il, et nuit financièrement aux Québécois en réduisant les avantages qu'ils pourraient tirer des ententes qui ont été conclues lors de la rencontre des premiers ministres, la semaine dernière.

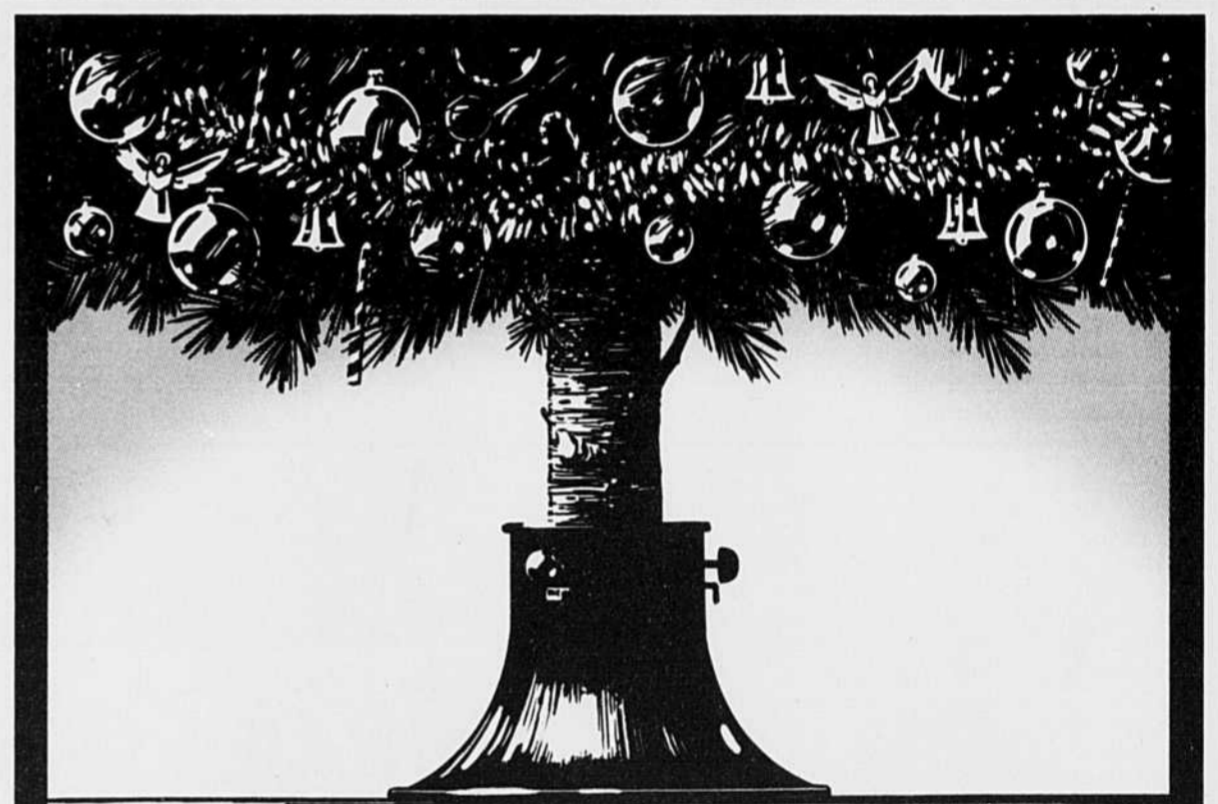
M. Romanow espère néanmoins que le Québec, «et peut-être même M. Bouchard», laissera à cette idéologie séparatiste, dans l'intérêt du Québec et du pays. Le premier ministre de la Saskatchewan souligne qu'un «geste très positif de fédéralisme coopératif» a été fait à la rencontre des premiers ministres, qui aura pour conséquence un régime de soins de santé amélioré et rentable.

Les neuf premiers ministres provinciaux ont annoncé vendredi qu'ils avaient conclu une entente historique avec Ottawa en ce qui a trait aux pro-

grammes sociaux, notamment le régime des soins de santé. Le premier ministre Bouchard a qualifié cette entente de prise de pouvoir fédérale massive et a refusé de s'y associer.

M. Bouchard a dit qu'il participerait aux discussions concernant les structures sociales, mais il a posé des conditions que les autres premiers ministres ont rejetées, notamment le

droit inconditionnel, pour le Québec, de ne pas participer à tout nouveau programme national, et d'obtenir une aide financière pour créer ses propres programmes.




# ILS SERONT LÀ À TEMPS, C'EST PROMIS.

Nous offrons tous les services qu'il vous faut. Que vos envois soient locaux, nationaux ou internationaux, Postes Canada a un service pour chaque horaire et pour chaque budget. Alors, s'il faut que ce soit sous le sapin demain matin, le surlendemain ou d'ici une semaine, nous sommes là. Avec le service approprié. Et au prix qui vous convient. Que ce soit à l'autre bout de la ville ou à l'autre bout du pays, peu importe : ce sera livré à temps pour Noël, c'est garanti.\*

Passez à votre comptoir postal pour plus de détails.

POSTES CANADA  
CANADA POST

\*Pour certains services et selon la date d'achat. Certaines conditions s'appliquent. Pour les livraisons internationales, veuillez communiquer avec votre comptoir postal.



**NOUVEAUTÉ**  
**MON PREMIER VOCABULAIRE**  
Maternelle

**Louise Girard**  
**Isabelle Grondin**  
192 pages, 18,95 \$

Mon premier vocabulaire est un dictionnaire interactif de mille mots. On y retrouve également dix thèmes à la fin du livre.

Au fil des mots et des images, différentes questions et petites activités sont suggérées à l'enfant. Les réponses aux questions peuvent être trouvées dans l'image correspondante ou dans le vécru de l'enfant. Ces nombreuses activités sont destinées à approfondir le sens des mots, à favoriser la verbalisation et à consolider des connaissances sur les sujets abordés dans ce dictionnaire.

Voici donc un livre que vous aurez du plaisir à regarder tout en y intégrant votre imagination et votre savoir ainsi que ceux de votre enfant.

Siège social :  
**GUÉRIN, éditeur ltée**  
4501, rue Drolet  
Montréal (Québec) H2T 2G2  
Téléphone : (514) 842-3481  
Télécopieur : (514) 842-4923  
Adresse Internet :  
<http://www.guerin-editeur.qc.ca>

**loto-québec** résultats

**649** Tirage du 97-12-13  
2 16 22 23 36 45  
Numéro complémentaire: 48  
Ventes totales: 16 408 187 \$  
Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$

GAGNANTS	LOTS	MONTE
6/6	3	763 769,00\$
5/6+	4	171 848,00\$
5/6	265	2 075,10\$
4/6	15 331	68,70\$
3/6	280 107	10\$

**Quebec 49** Tirage du 97-12-13  
2 17 22 35 45 47  
Numéro complémentaire: 28  
Ventes totales: 621 322,50 \$

GAGNANTS	LOTS	MONTE
6/6	0	1 000 000\$
5/6+	0	50 000\$
5/6	22	500\$
4/6	1 086	50\$
3/6	20 053	5\$

**Extra VENDREDI** Tirage du 97-12-12  
NUMÉROS LOTS  
078481 100 000 \$  
78481 1 000 \$  
8481 250 \$  
481 50 \$  
81 10 \$  
1 2 \$

**Extra SAMEDI** Tirage du 97-12-13  
NUMÉROS LOTS  
748831 100 000 \$  
48831 1 000 \$  
8831 250 \$  
831 50 \$  
31 10 \$  
1 2 \$

**SUPER 7** Tirage du 97-12-12  
3 16 17 20 25 33 35  
Numéro complémentaire: 46

GAGNANTS	LOTS	MONTE
0	4 000 000,00\$	
1	104 628,20\$	
33	2 774,20\$	
2 197	148,80\$	
46 614	10\$	
43 086	10\$	
394 209	partic. gratuite	

Ventes totales: 5 688 090 \$  
Prochain gros lot (approx.): 5 500 000 \$

**TVA, le réseau des tirages**

Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.  
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

• LES ACTUALITÉS •

EN BREF

Plus de 40 morts dans le naufrage d'un ferry en Haïti

Port-au-Prince (AP) — Plus de 40 personnes ont péri noyées dans le naufrage d'un ferry dans la baie de Port-au-Prince samedi, ont annoncé hier les garde-côtes d'Haïti. Le *Living Christ*, avec 50 passagers à son bord, soit plus que sa capacité, avait quitté Port-au-Prince pour l'île de Gonave. Il aurait longé la côte pour éviter une mer mauvaise au large et aurait heurté un récif à une cinquantaine de kilomètres de la capitale haïtienne, selon le commandant des garde-côtes Léon Charles. Au moins six passagers ou membres d'équipage ont pu regagner le rivage à la nage. Les corps de 16 personnes ont été retrouvés. Le 8 septembre dernier, quelque 150 personnes avaient trouvé la mort dans le naufrage d'un autre ferry.

Une sacrée gamine

Californie (AP) — De nuit et par un froid glacial, une adolescente de 13 ans a franchi 30 km pour aller chercher des secours pour sa famille, tombée en panne d'essence dans le désert Mojave en Californie, a annoncé un porte-parole de l'armée de l'air. «C'est une sacrée gamine», s'est exclamé George Fox. Elle avait commencé son périple jeudi soir, après que le véhicule familial fut tombé en panne d'essence sur l'immense base aérienne d'Edwards, où ont notamment lieu des atterrissages de la navette spatiale, dans une zone désertique du sud-est de la Californie. Elle avait pris la route avec sa mère et son petit frère, mais la mère, fatiguée de porter l'enfant âgé de 22 mois, s'est arrêtée au bout de quelques kilomètres. Ce n'est que vendredi que l'adolescente a été trouvée par des responsables de la sécurité de la base, après 12 heures de marche, portant de l'eau et une couverture. La mère et le bébé n'ont été retrouvés que samedi matin, à 15 km de leur voiture.

COLLOQUES

TROUVER LE TEMPS D'ENSEIGNER

Holiday Inn Crowne Plaza Metro Centre  
16 et 17 janvier  
Pierre Demers: 848-9977

L'avenir de la profession d'enseignant est au cœur de ce colloque. Réformes et transformation de la profession, relève enseignante, passage à de nouvelles conditions d'enseignement, qualité de vie au travail, rôle du syndicalisme dans la profession. Les enseignants du collégial sont les premiers interpellés, mais la rencontre est ouverte à tous les enseignants.

Isabelle Quentin:  
iquentin@sim.qc.ca

La Rive-Sud veut son train de banlieue

Le projet a été présenté à l'Agence métropolitaine de transport

BRIAN MYLES  
LE DEVOIR

Les négociations entourant la fermeture du pont Victoria ont relancé le débat sur la nécessité de remettre le train de banlieue sur les rails sur la rive sud. Un groupe d'élus s'y affairait déjà.

La rive sud veut avoir un train de banlieue assurant la liaison entre Saint-Hilaire et le centre-ville de Montréal. Le projet, encore embryonnaire, a même été présenté à l'Agence métropolitaine de transport (AMT), qui a offert son aide.

«On est vraiment à l'étape préliminaire, il faut regarder toutes les facettes. C'est quand même gros comme aventure», a indiqué Julien Bussiére, maire de Belœil et président du conseil d'administration de la Commission intermunicipale de transport

(CIT) de la Vallée-du-Richelieu. L'expérience-pilote menée par l'AMT sur la rive nord (ligne Blainville-gare Jean-Talon) semble inspirer la Rive-Sud. Au départ relancé pour la durée des travaux sur le pont Marius-Dufresne, le train de banlieue reliant Blainville, Rosemère, Sainte-Thérèse, Laval et la gare Jean-Talon a poursuivi son chemin. C'est que le projet-pilote a connu un succès fou. Entre le 21 août et le 30 septembre, l'achalandage est passé de 895 à 2200 personnes par jour, soit une hausse de 145 %. Le train effectue quatre départs le matin et autant le soir; il en sera ainsi jusqu'au 15 mai prochain. Après quoi, le projet-pilote, qui a nécessité des investissements de 2,6 millions de dollars et un budget d'exploitation de deux millions, sera réévalué. «On affleure maintenant les 1500 passagers pour les quatre départs

du matin, et autant le soir, donc 3000 usagers. On va frôler les 50 % d'auto-financement par les usagers. Si tel est le cas, ça va être le moyen de transport le plus performant de la région», affirme la p.-d.g. de l'agence, Florence Junca-Adenot.

«Sur la ligne Blainville-gare Jean-Talon, 70 % des usagers devaient être des nouveaux usagers, des automobilistes», a-t-elle rappelé. Sur la rive sud, l'objectif est le même. Mme Junca-Adenot s'est montrée réceptive au projet. «Il y a de multiples demandes des villes et de la CIT de la Vallée-du-Richelieu», dit-elle.

La CIT regroupe notamment les villes de Saint-Hyacinthe, Sainte-Madeleine, Mont-Saint-Hilaire, Otterburn Park, Belœil, McMasterville, Saint-Basile-le-Grand et Saint-Bruno. «Nous, ça fait six ou sept ans qu'on pousse ce dossier-là. Dès que le train a

été abandonné, on n'a pas cessé de travailler pour qu'il revienne», précise Julien Bussiére.

Le gouvernement du Québec avait momentanément subventionné le train de banlieue Montréal-Saint-Hilaire après que le CN eut décidé d'interrompre ce service. Mais le train a eu vite fait de dérailler après que les libéraux ont fermé les robinets. Le 9 septembre 1988, après un siècle et des poussières, la locomotive entraînait définitivement en gare.

Pour l'heure, le projet-pilote prévoit couvrir la distance entre Montréal et Saint-Bruno seulement. «Ça reste à discuter», dit Julien Bussiére. «Je ne veux pas parler contre certains de mes collègues, mais c'est évident que le point de vue des coûts et de la rapidité, l'idéal est une gare intermédiaire à Saint-Bruno.»

Il faudra cependant que des tra-

voux majeurs soient réalisés sur les ponts reliant l'île de Montréal à la rive sud, l'été prochain, pour que l'AMT envisage de relancer le train. Cela pourrait permettre d'une part d'atténuer la congestion routière et d'autre part de convertir plus facilement les automobilistes au transport public. Or le pont Victoria, pour ne nommer que celui-là, est dans un piètre état. Il doit fermer de toute façon, qu'il soit retapé ou pas, d'après les informations de cette semaine.

Les municipalités de la rive sud pourraient en outre réaliser des économies. «Nos autobus nous coûtent extrêmement cher, explique M. Bussiére, président du conseil de la CIT de la Vallée-du-Richelieu. Nous avons calculé qu'une gare intermédiaire à Saint-Bruno nous permettrait d'économiser de quatre à cinq millions par année.»

Entrevue avec le jésuite Javier Giraldo

Les Colombiens sont des «gens de paix»

CLÉMENT TRUDEL  
LE DEVOIR

«Retenir la dynamique de destruction». C'est tout le sens que le jésuite Javier Giraldo donne à l'aide que lui et la commission qu'il a mise sur pied en Colombie en 1988 (Commission intercongrégationnelle Justice et Paix, CIPJ) apportent à une frange de centaines de milliers de paysans qui fuient les convulsions d'un «conflit très profond». Les Colombiens sont «des gens de paix»; ils ne sont pas porteurs d'un gène de violence, et la responsabilité de ce conflit incombe avant tout aux forces paramilitaires dont «il est très clair que la fondation... a été appuyée au plus haut niveau de l'Etat». Les paramilitaires agissent en cheville avec l'armée du pays, et les barrages qu'ils dressent sont parfois situés à «deux ou cinq minutes de casernes» ou en face d'un poste de police; ces forces de sécurité restent passives quand agissent les paramilitaires.

Javier Giraldo s'appuie entre autres sur les confidences d'un général à la retraite témoin du fait que, lorsque le général israélien Yair Klein est arrivé en Colombie dans les années 80, «il a été conduit directement de l'aéroport au Palais présidentiel». C'était là, selon le jésuite, le début d'une coordination confiée à des mercenaires israéliens, australiens et anglais pour «entraîner beaucoup de gens» dans les départements de Meta et de Coroba, dans les régions de Puerto Boyaca et d'Urabá notamment.

«J'ai de plus copie des confessions de nombreux chefs paramilitaires devant des tribunaux civils» avouant «les liens très

étroits entre le haut commandement de l'armée et les leaders paramilitaires». Pour des propos semblables, le père Giraldo a déjà été poursuivi pour «calomnie» par le général Harold Bedoya, candidat déclaré à la présidence pour les élections de 1998. Le procès dura quatre ans et se termina par un non-lieu: «Le juge a compris que je n'avais rien dit de faux».

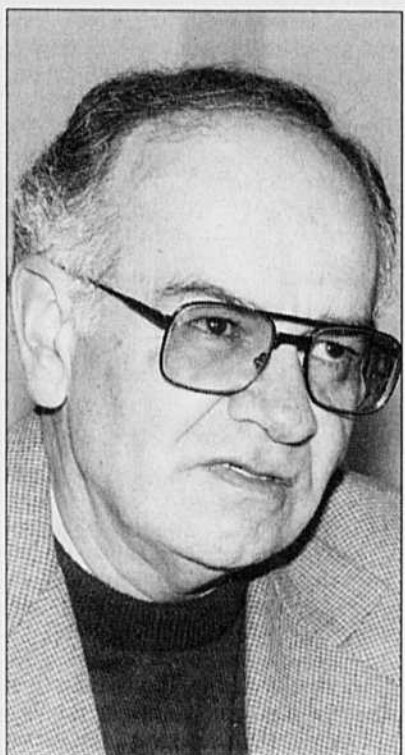
Le désir de retour des Colombiens déplacés est grand, «mais rarement comblé [...]». À la limite il faudra préparer les plus déterminés à retourner dans un territoire en guerre, voire créer de nouveaux villages.

«La machine à fabriquer des victimes travaille très vite», glisse ce frère curé au verbe posé qui contribue à la formation de comités de défense des droits, tant dans les petits villages que dans les écoles secondaires.

C'est l'ensemble de son action que vient de récompenser le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique en lui décernant, le 10 décembre, son prix John-Humphrey pour la liberté qui était allé déjà, en 1992, à l'Institut de défense légale de Lima.

Très inquiétants sont les propos de ce prêtre sur la justice. «Je suis convaincu que l'appareil de justice ne sert à rien» en Colombie. Les plaintes qu'il formule, il les adresse donc de préférence à des instances internationales, telle la Commission interaméricaine des droits (CIDH) ou la Commission onusienne des droits de l'homme.

Ce militant des droits accueille avec satisfaction le changement intervenu



JACQUES GRENIER LE DEVOIR  
Javier Giraldo

depuis une dizaine d'années dans l'Église colombienne, désormais plus ouverte à se prononcer sur les grands enjeux. Il est fort inquiet de ce qu'on ait pu enlever un évêque (M<sup>r</sup> Quintero, relâché le 9 décembre) en prétextant une complicité avec les paramilitaires!

Toutes les raisons de son manque d'optimisme, le père Giraldo les a exposées dans trois livres, dont le plus ré-

cent s'intitule *Colombie: la démocratie génocidaire*.

«Je crois que les solutions pour la Colombie ne sont pas à court délai» et qu'il faudra miser davantage sur l'éducation que sur la répression. Certains des dix points avancés par la guérilla en vue de la paix (réforme agraire, réforme des structures de l'Etat, politique du pétrole en rapport avec les multinationales) ne se règlent pas si aisément selon lui.

Le jésuite doit prendre en compte des menaces indirectes: «Des personnes enlevées sont longtemps interrogées sur mes activités [...], dans de nombreux articles de journaux, on me qualifie d'ennemi de l'armée». Il rejette toute protection qu'on lui offre, car ça ferait fuir la plupart des gens avec lesquels il entend travailler, des gens qui «ont peur des forces de sécurité».

Dans une entrevue au *Devoir*, peu avant la remise du prix, Javier Giraldo a déploré que, «dans les couches les plus élevées de la société, on trouve beaucoup de gens qui sont d'accord avec les paramilitaires» colombiens, revendiquant le maintien d'une «politique criminelle qui a nom nettoyage social» — c'est-à-dire qu'on s'arrange pour éliminer divers types d'indésirables. Ainsi, à Cali, Human Rights Watch a pu enregistrer une hausse de 70 % des assassinats de mineurs entre 1991 et 1992.

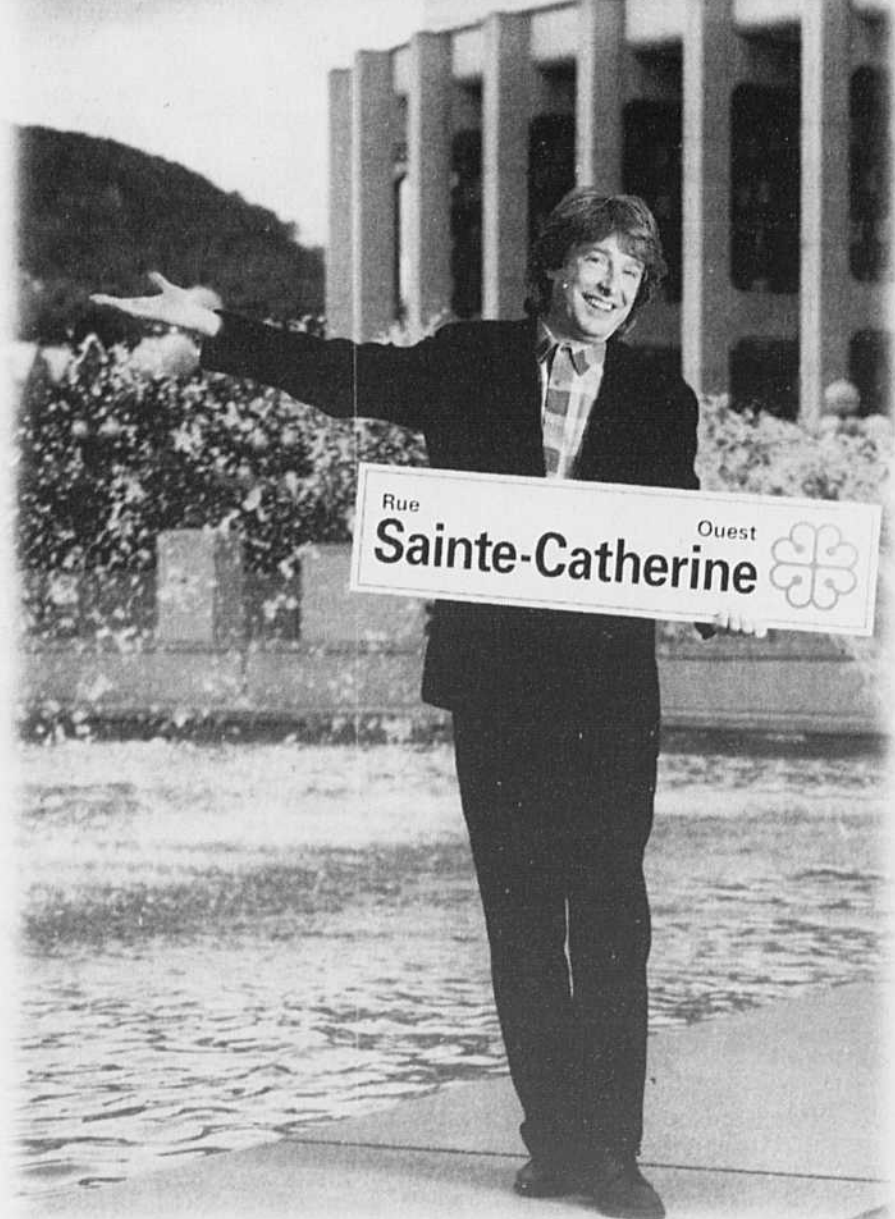
Le jésuite croit que la CUPJ est «comme un petit bateau luttant contre le courant du fleuve». Sa préférence va à de petites expériences susceptibles d'être approfondies. Lui-même s'est distingué par une lutte constante contre l'impunité dont jouissent la quasi-totalité des au-

teurs de quelque 20 000 crimes importants et de 1725 «disparitions forcées» en 12 ans, selon la banque de données sans cesse mise à jour par la CIPJ.

Le problème de la drogue? «Il n'a pas son origine chez nous», mais force près de 300 000 familles d'agriculteurs à s'adonner aux «activités de base» d'une industrie qui fait des profits exorbitants, «ce qui n'est pas facile à comprendre de l'extérieur». De 2 à 4 % de ces profits (3000 millions de dollars par an) rentrent en Colombie pour assurer un pouvoir et exercer son action corrosive sur la politique et même le sport; le reste des profits (120 000 millions par an) va aux réseaux ancrés aux États-Unis ou en Europe. Ces statistiques, il les tire des travaux d'un journaliste d'enquête, Javier Dario Restrepo, qui a fouillé les chiffres de la DEA (Agence américaine de lutte contre la drogue) et d'autres sources.

Javier Giraldo se montre hostile à une ouverture tous azimuts aux courants néolibéraux. Il cite là-dessus un ancien président de Colombie, Alfonso Lopez Michelsen, qui a récemment qualifié de «diabolique» la politique économique en vigueur, et ce pour deux raisons principales: cinq millions de tonnes de nourriture qui, normalement, auraient été produites en Colombie doivent maintenant être importées; les régions rurales sont aux prises avec «de 800 000 à 1,2 million de chômeurs» dont un petit nombre a rejoint les forces paramilitaires, la guérilla, l'armée ou la police, mais très nombreux sont ceux qui se joignent à la culture de la coca, «seule agriculture rentable», selon Michelsen.

ma folie des grandeurs



MONTREAL  
c'est toi ma ville!

De toute l'Amérique du Nord, Montréal est la ville la plus accueillante et la plus excitante à fréquenter durant l'été.

Les gens de partout sont renversés par notre caractère chaleureux et par le simple fait de pouvoir se promener dans la rue, la nuit tombée.

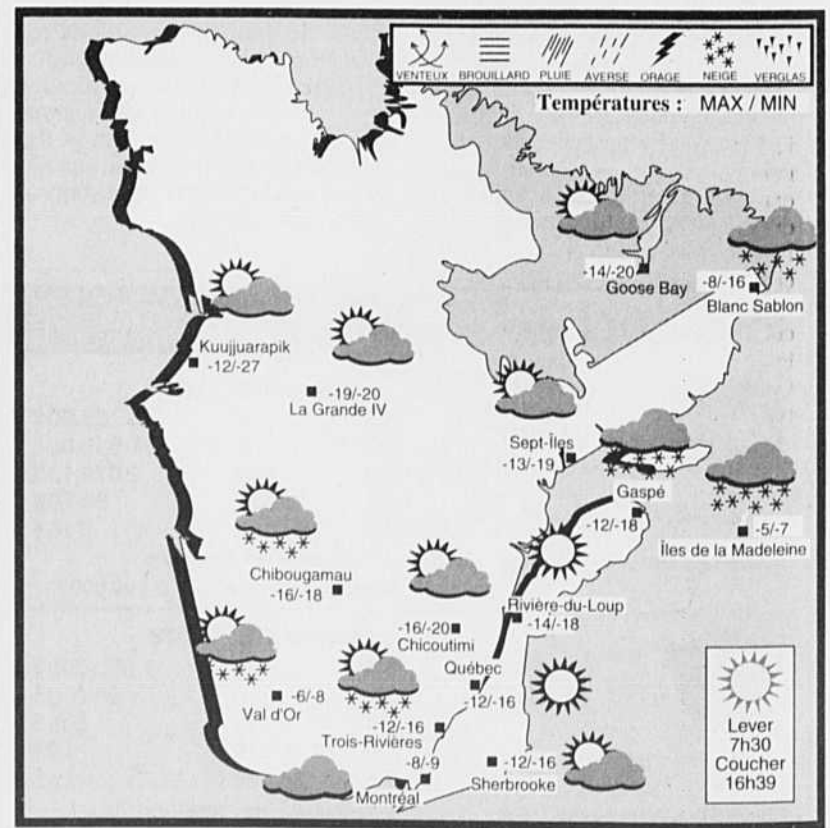
Mon plus grand bonheur, au-delà du succès, c'est de voir les Montréalais et Montréalaises qui profitent de leur ville par centaines de milliers.

Alain Simard, président  
Festival International de Jazz  
de Montréal



LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

MONTREAL	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max -8	min -9	max 2	-5/0	-9/-3



QUÉBEC	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max -12	min -16	max -4	-10/-3	-12/-5

OTTAWA	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max -8	min -8	max 2	-6/0	-10/-3

Météo-Conseil 1 900 565-4455  
Frais applicables  
La météo à la source  
Environnement Canada

# LE DEVOIR

# LE MONDE

Les discussions sur l'élargissement de l'Union européenne

## La Turquie claqué la porte

### Ankara doit préparer son adhésion, affirme le Luxembourg

HERVÉ COUTURIER  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Ankara — La Turquie a claqué la porte de l'Europe hier, après sa non-inclusion dans les derniers plans d'élargissement de l'UE, rompant son dialogue politique avec les Quinze et menaçant de poursuivre ses plans d'intégration de la partie nord de Chypre.

Le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker a assuré hier la Turquie qu'elle pourrait adhérer à l'Union européenne et l'a exhortée à faire en sorte d'y parvenir.

La rancœur de la Turquie, dont les espoirs déjà anciens d'adhésion ont été une nouvelle fois frustrés lors du sommet de Luxembourg et qui sera devancée au sein de l'Union par des candidats plus récents d'Europe de l'Est et surtout par Chypre, était prévisible.

Ankara reproche depuis longtemps à l'UE de ne pas soutenir sincèrement son adhésion, l'opinion étant même largement répandue que l'UE est un «club de chrétiens» peu soucieux d'admettre en son sein 62,5 millions de musulmans.

Les Européens pour leur part reprochent à la Turquie de n'avoir fait aucun progrès sur le plan des droits de l'homme, la question chypriote et dans ses relations avec la Grèce, sans oublier les critères de convergence économique.

«Il n'y aura plus de dialogue politique entre la Turquie et l'Union européenne», a déclaré le premier ministre Mesut Yilmaz dans une conférence de presse à Ankara, à la suite d'une réunion de son cabinet, précisant que son pays ne tiendrait plus compte des déclarations européennes sur ses problèmes avec la Grèce et sur Chypre.

Il a ajouté que la Turquie rejetait l'offre de l'UE de participer à une conférence sur leurs relations futures.

Ankara va en outre poursuivre ses plans d'intégration de la partie nord de Chypre au cas où l'Union européenne ouvrirait fin mars, comme prévu à Luxembourg, des négociations d'adhésion avec le gouvernement chypriote-grec, a-t-il ajouté.

Cette intégration, aux contours restés vagues depuis sa première formulation en janvier dernier par la Turquie et le chef de la communauté turque de Chypre, Rauf Denktash, ressemble fort à une annexion aux yeux des Européens, bien que les dirigeants turcs aient toujours précisé qu'il ne s'agissait pas de cela.

Selon eux, il s'agit seulement d'une intégration des structures étatiques des deux parties. La Turquie, dont les troupes occupent le nord de l'île depuis 1974, assure déjà la défense de la zone qui en outre dépend quasi-totalement d'Ankara sur le plan économique.

Lors de leur sommet, les Quinze ont offert à la Turquie de participer à une Conférence européenne qui rassem-

blera tous les États membres de l'UE et les États européens ayant vocation à y adhérer.

Mais au préalable, ils lui ont demandé de se déclarer prête à soumettre ses disputes territoriales avec la Grèce à l'arbitrage de la Cour internationale de justice de La Haye. Ils lui ont également demandé de retirer sa menace d'annexer le nord de Chypre, qu'elle occupe depuis 1974.

A cela, M. Yilmaz a sèchement répliqué: «Nous n'acceptons aucune des conditions attachées à cette proposition. Le sujet a perdu tout son sens pour nous». Il n'a toutefois pas précisé si la Turquie retirait concrètement l'acte de candidature qu'elle avait fait à l'Union en 1987.

Il a également indiqué que l'accord d'union douanière en vigueur depuis 1996 entre la Turquie et l'UE resterait en place et qu'Ankara s'efforcerait de développer ses relations avec les États membres de l'UE, individuellement.

Pour Athènes, la réaction de la Turquie «montre son irresponsabilité et confirme qu'elle n'est pas prête à une pleine intégration aux institutions occidentales», tandis qu'à Chypre le président Glafcos Cléridis soulignait qu'«aucun pays n'accepterait» l'intégration du nord de l'île par la Turquie. Ankara «devra considérer sérieusement s'il est dans son intérêt de poursuivre sa politique» à Chypre, a poursuivi M. Cléridis.

A Bonn, le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a jugé «regrettable, erronée et injustifiée» la réaction turque.

AFRIQUE DU SUD

## Mandela fier du bilan de l'ANC

### Il présente son successeur Thabo Mbeki comme un géant

AGENCE FRANCE-PRESSE

Johannesburg — À trois jours de son départ de la tête du Congrès national africain (ANC, au pouvoir), Nelson Mandela a dit regarder avec une «réelle fierté» le bilan de son parti et a annoncé l'émergence d'un «géant politique» en la personne de son successeur, Thabo Mbeki.

«Je quitte la présidence de l'ANC très heureux», a déclaré hier un Nelson Mandela souriant et détendu, dans un entretien d'une heure avec des journalistes sur la télévision SABC, son dernier à titre de président de l'ANC, poste qu'il occupe depuis 1991.

L'occupation véridique et réconciliation (TRC), Charte des droits des Sud-Africains, création d'une Cour constitutionnelle: M. Mandela a énuméré ses sujets de fierté dans l'action du gouvernement ANC depuis 1994.

Son principal motif de satisfaction: la connexion de 1,7 million de personnes à l'eau courante, de 1000 foyers par jour à l'électricité. Son regret: le manque de ressources suffisantes pour en faire davantage.

M. Mandela, qui quittera la présidence du pays après 1999, a prédit une transition en douceur. Il a estimé que son successeur désigné Thabo Mbeki, qui «dirige déjà le pays», émergera comme un «géant politique», comme l'ANC en a produit plusieurs: Albert Lithulo dans les années 50, Oliver Tambo dans les années 60-70, a-t-il dit en omettant de s'y inclure.

«Je suis un président de cérémonie», a plaisanté M. Mandela. Thabo Mbeki, vice-président de l'Afrique du Sud depuis 1994, «est le président de facto. C'est lui l'homme qui dirige le pays», a-t-il insisté.

Il a décrit son successeur de 55 ans, comme un homme «très respectueux, chaleureux et sensible aux souffrances du peuple». «Et surtout c'est un diplomate, contrairement à moi», a-t-il ajouté.

Le président a écarté les questions relatives au futur rôle à l'ANC de son ex-épouse, Winnie Madikizela-Mandela, qui brigue la vice-présidence mais n'a pas l'aval du leadership ni l'investiture des sections provinciales du parti.

Lors des discussions à l'ANC sur les investitures, «j'ai parfois évité de participer sur certains points où j'aurais pu exercer une influence indue», a-t-il déclaré en référence à son ex-épouse. Il a toutefois fait un éloge appuyé de Jacob Zuma, rival de Winnie et favori pour le poste de numéro deux de l'ANC.

Fidèle à son image de modestie, Nelson Mandela a souligné à l'envi le caractère collectif du leadership de l'ANC, et assuré que nombre de réalisations qui lui sont attribuées ont en fait émané d'hommes autour de lui.

Ainsi la suspension de la lutte armée en 1991 pendant, et non après, les négociations avec le régime d'apartheid, pour couper l'herbe sous le pied du régime: une idée du communiste Joe Slovo. Ainsi les discussions avec les autres partis pour un gouvernement d'union nationale, «pilotes par Mbeki et Zuma».

Même chose pour la priorité de réconciliation nationale: l'idée que cela est venu de lui seulement «est complètement fautive».

Revenant sur sa détention, M. Mandela a affirmé que les activistes de l'ANC en exil ou dans la clandestinité ont souffert beaucoup plus que lui dans sa prison de Robben Island. «Nous, nous avions trois repas par jour».

Sur l'avenir, Nelson Mandela a esquissé des directions pour l'ANC: un rapprochement, voire une fusion avec son rival zoulou Inkhata, qui serait «un développement très positif» sur la voie de l'unité nationale.

Le chef de l'Etat a aussi adressé une nouvelle mise en garde à Pieter W. Botha, ancien président de l'apartheid, qu'il ne laissera pas «défer la loi et la TRC» par ses refus répétés de comparaître devant la Commission.

Nelson Mandela a rappelé qu'il resterait membre de l'ANC et servirait «là où son président lui dira». Pourquoi pas roi d'Afrique du Sud, demanda un journaliste: «On naît roi, on ne le devient pas».

EN BREF

## Noël sera jour férié à Cuba

La Havane (AFP) — Le leader cubain Fidel Castro a annoncé hier que le 25 décembre, jour de Noël, sera férié, dans un geste de bonne volonté envers le pape Jean Paul II qui doit se rendre à Cuba le 21 janvier, a annoncé l'agence Prensas Latina. M. Castro, qui s'exprimait à l'occasion de la clôture de la deuxième session du Parlement, a précisé qu'il s'agissait là d'une mesure exceptionnelle, selon l'agence. M. Castro a également déclaré que le message traditionnel du pape pour Noël serait publié intégralement à Cuba. Cuba a fêté Noël en décembre pour la dernière fois en 1968. A partir de 1969, le régime avait décidé de fêter Noël en juillet, en raison des besoins de la récolte de canne de sucre. M. Castro a expliqué que cette décision n'avait pas été inspirée par un sentiment anti-religieux mais par des raisons pratiques. La visite du pape à Cuba a un caractère pastoral et non politique, a ajouté M. Castro appelant les Cubains à travailler à la réussite de cet événement.

## Amnesty condamne Israël

Nicosie (AFP) — Amnesty International a condamné le projet de loi israélien privant les Palestiniens victimes de l'armée israélienne durant l'intifada, le soulèvement palestinien de 1987 à 1993, d'indemnités. Dans un communiqué reçu par l'AFP à Nicosie, l'organisation de défense des droits de l'homme, basée à Londres, estime que ce projet, qui doit être examiné en deuxième lecture demain, «porte atteinte à un droit élémentaire de la victime, celui de réclamer une indemnité pour des violations passées». La proposition de loi avait été adoptée en première lecture en juillet par le Parlement israélien et aura force de loi après trois lectures. Le projet, avec effet rétroactif, assimile les actes de l'armée israélienne pendant l'intifada à des actions de guerre, ce qui délie Israël de l'obligation d'indemniser les victimes.

## Partisans d'Aoun arrêtés

Beirut (Reuters) — Les forces de sécurité libanaises ont arrêté hier au moins 50 partisans du général Michel Aoun, exilé en France, qui protestaient contre l'interdiction de diffuser une interview en direct de lui sur la chaîne MTV, déclarent les services de sécurité. Selon des témoins, 200 manifestants ont été dispersés à coups de gaz lacrymogènes et de matraques. Plusieurs personnes auraient été blessées. Dans une interview au journal An-Nahar, Michel Aoun a dénoncé cette censure qu'il a qualifiée de nouvelle «agression syrienne contre le Liban et contre moi en particulier».

## La visite de Farrakhan soulève la controverse en Israël

SAKHER ABU EL OUN  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Gaza — Le dirigeant musulman noir américain Louis Farrakhan a entamé hier une visite inopinée dans les territoires palestiniens et un haut responsable israélien s'est immédiatement prononcé pour son expulsion.

Le chef de la Nation de l'Islam, qui venait de Jordanie, s'est déclaré en mission de paix et a remercié les Israéliens de l'avoir laissé entrer dans les territoires autonomes, dont ils contrôlent les frontières.

«Ma mission est pacifique et j'espère encourager le processus de paix car si la guerre éclate dans cette région, elle s'étendra au monde entier», a affirmé le dirigeant noir aux journalistes.

Après une étape à Ramallah en Cisjordanie, Farrakhan, 62 ans, s'est rendu à Gaza où il a exprimé son soutien à «la lutte du peuple palestinien» durant une rencontre de deux heures avec le président palestinien Yasser Arafat.

«C'est un grand honneur pour moi de rencontrer son excellence le président Arafat et d'évoquer, avec les premiers concernés, la lutte de nos frères et sœurs palestiniens pour la paix», a déclaré Farrakhan aux journalistes.

Arafat a exprimé sa joie de «pouvoir rencontrer notre frère sur notre terre, en terre sainte».

Farrakhan prévoit d'aller prier aujourd'hui à la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem-Est, et se recueillir au Saint sépulchre, a déclaré Arafat.

Des extrémistes juifs ont affirmé hier qu'ils empêcheraient Farrakhan d'accéder à l'esplanade des mosquées. «Nous essayerons d'empêcher Farrakhan d'entrer sur le Mont du Temple», a déclaré à l'AFP un porte-parole du Front idéologique juif, un groupuscule d'extrême-droite, Itamar Ben-Gvir.

Les Israéliens ont reconnu avoir été surpris par l'arrivée du dirigeant noir, initialement prévue le mois prochain.

Le secrétaire du gouvernement israélien, Danny Navah, a demandé aux ministres concernés de «trouver les moyens légaux d'expulser M. Farrakhan» qu'il a présenté comme «un antisémite déclaré».

Il a critiqué la réception accordée par Arafat à Farrakhan, affirmant: «Cela prouve à quel point est vrai le dicton «Dis moi qui sont tes amis, je te dirai qui tu es»».

Un porte-parole du premier ministre Benjamin Nétanyahou a cependant souligné que Farrakhan, en tant que citoyen américain, avait le droit d'entrer comme simple visiteur en Israël et dans les territoires palestiniens «tant qu'il ne s'y livrait pas à des activités illégales telles que l'incitation à la violence».

«Il a demandé à bénéficier d'un traitement officiel mais cela lui a été refusé et aucun officiel israélien ne doit le rencontrer», a ajouté David Bar-Ilan.



MM. Farrakhan et Arafat hier à Gaza

Farrakhan, en visite pour trois mois dans 52 pays, a irrité les Israéliens non seulement par ses propos anti-juifs mais aussi par ses étapes déjà effectuées ou prévues dans des pays qu'Israël considère comme des ennemis jurés, tels l'Irak, l'Iran ou la Libye.

A ces critiques, Farrakhan a répondu: «Je peux comprendre la colère de certains Israéliens en raison de ce qu'ils ont entendu ou lu sur moi. Mais je peux vous assurer que si j'étais antisémite et si je détestais le peuple juif, Israël serait le dernier endroit où je voudrais être».

IRLANDE DU NORD

## Les négociations se poursuivent malgré les violences

AGENCE FRANCE-PRESSE

Belfast — Protestants comme républicains paraissent déterminés hier à poursuivre les négociations de paix en Ulster malgré les violences du week-end à Londonderry, les pires qu'ait connues la province depuis le cessez-le-feu de l'IRA en juillet.

Ces incidents entre des nationalistes rendus furieux par la tenue samedi d'une marche protestante et la police, ont rappelé à tous en Irlande du Nord que le chemin serait encore long et chaotique pour parvenir à un apaisement des passions dans une région où la violence a fait 3000 morts en 28 ans.

Samedi et jusqu'à tôt hier, les plus résolus du camp républicain ont montré qu'ils restaient prêts à en débattre avec leurs rivaux protestants sur la question très sensible des parades traditionnelles.

Douze heures durant, à partir de samedi après-midi, quelque 700 manifestants républicains ont harcelé des centaines de policiers dans la ville à majorité catholique du nord-ouest de l'Ulster.

Ils ont lancé au total plus de 1000 cocktails Molotov, incendiant un grand magasin et mettant le feu à deux bus et une douzaine de voitures.

Les protestataires voulaient protester contre un défilé de la confrérie protestante des «Apprentice Boys» qui avait rassemblé 3000 loyalistes dans le centre-ville pour célébrer une défaite catholique il y a plus de trois siècles.

Le calme était revenu hier mais, selon la police, les échauffements ont fait six blessés, cinq membres des forces de l'ordre légèrement atteints et un garçon de 11 ans grièvement blessé par un jet de pierre. Treize manifestants ont été arrêtés et devraient comparaître rapidement devant un juge.

Les habitants de Londonderry ont vu ressurgir des patrouilles de l'armée aux côtés de forces de l'ordre, pour la première fois en six mois, tandis que résonnait le bruit familier des tirs de balles en caoutchouc pour disperser les groupes de manifestants.

Les défilés, occasion pour les deux communautés d'affirmer leur identité, sont une source récurrente de conflit dans la province et une bombe à retardement pour le processus de paix, en dépit des efforts visant à prévenir les dérapages.

Londres a ainsi proposé cet automne un nouveau dispositif pour encadrer les marches d'été, celles qui dans le passé ont déclenché les flammes de violence sectaire les plus graves. Il veut permettre à une commission ad hoc d'imposer des restrictions.

Les défilés loyalistes, qui célèbrent les victoires historiques des protestants, sont considérés comme de véritables provocations par les catholiques lorsqu'ils traversent leurs quartiers ou — comme ce fut le cas week-end à Londonderry — quand ils les longent.

Toutefois, signe de la pacification réelle de l'Ulster depuis l'été, personne parmi les protestants ou les républicains n'a fait de la surrêcherie après les incidents de Londonderry.

Parlant samedi à la télévision irlandaise, le chef du principal parti unionniste de la province, David Trimble, a fait une concession de taille en jugeant pour la première fois «possible» une rencontre avec le leader du Sinn Féin (aile politique de l'IRA) Gerry Adams.

Adams n'avait pas souhaité autre chose jeudi à sa sortie d'une entrevue historique avec le premier ministre britannique Tony Blair à Londres, dans l'espoir de débloquent les pourparlers multipartites qui ont débuté en octobre près de Belfast sur l'avenir institutionnel de l'Irlande du Nord.

La protection des criminels de guerre en Bosnie

## Louise Arbour accuse la France

CHRISTIAN SPILLMANN  
AGENCE FRANCE-FRANCE

Paris — Rien ne va plus entre le gouvernement français et le Tribunal pénal international (TPI) chargé de juger les crimes de guerre commis en Bosnie après les graves accusations de non-coopération portées par son procureur général, la Canadienne Louise Arbour.

«Sur la plupart des inculpés qui font l'objet d'actes d'accusation et qui n'ont pas été arrêtés, il y a en un très grand nombre dans le secteur français», a affirmé la magistrate hier sur la chaîne d'information LCI, à la veille d'une rencontre à Paris avec le chef de la diplomatie française Hubert Védrine.

Depuis deux jours, Louise Arbour dénonce le manque de coopération des autorités françaises avec la Cour, créée en 1993 par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Une «allégation dénuée de tout fondement», se défend le ministère français des Affaires étrangères. «Nous attendons les explications de Mme Arbour à l'occasion des entretiens prévus avec elle le 15 décembre», ajoute le Quai d'Orsay.

«La France se prononce sans ambiguïté pour que tous les criminels, je dis bien tous, soient livrés au Tribunal», a assuré hier le porte-parole du ministère, Anne Gazeau-Secret.

«Tout doit être entrepris dans ce but et la France participe pleinement et autant que les autres pays concernés aux efforts pour y parvenir», a-t-elle ajouté.

Louise Arbour est allée très loin dans les accusations. «Il y a des opportunités d'action considérables en secteur français, or nous devons faire face à une inertie totale. D'où la conclusion qu'il s'agit d'une politique concertée. Elle est inacceptable», a-t-elle affirmé au quotidien Le Monde.

Les deux principaux inculpés, le général Ratko Mladic et l'ancien leader des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic, se trouvent dans la région de Pale, près de Sarajevo, secteur sous contrôle du contingent français de la Force de stabilisation de l'OTAN (SFOR).

Les Français sont déployés avec les contingents allemand, italien et espagnol sur l'axe Sarajevo-Mostar et Gorazde. Les deux autres zones sont le Nord, sous contrôle britannique et le Nord-Est, sous contrôle américain.

«Bien que la SFOR soit sous un commandement unifié, il y a beaucoup d'autonomie dans les secteurs et il y des initiatives qui pourraient donner lieu à des arrestations», a souligné Louise Arbour, citant l'opération menée en juillet par des commandos britanniques contre deux criminels de guerre à Prijedor, sur le territoire des serbes de Bosnie, dans le nord du pays.

Soixante-dix personnes ont été officiellement inculpées par le TPI, mais seulement vingt ont été arrêtées à ce jour. Un autre contentieux oppose Louise Arbour aux autorités françaises: le témoignage des officiers français ayant servi dans la Force de protection des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie (FORPRONU) pendant la guerre en Bosnie.

Paris refuse de les autoriser à témoigner autrement que par écrit. «Nous sommes défavorables à une justice spectacle, et le TPI en pratique une», a commenté le ministre français de la Défense, Alain Richard.

«C'est un geste qui témoigne d'une volonté de ne pas coopérer avec le tribunal et qui correspond d'ailleurs tout à fait avec la position extrêmement décevante des autorités militaires concernant l'arrestation des criminels de guerre présumés», a rétorqué Louise Arbour.

Trois généraux français ont commandé la FORPRONU: Jean Cot (juillet 1993-janvier 1994), Bertrand de Lapresle (février 1994-mars 1995) et Bernard Janvier (mars 1995-janvier 1996).

Le général Janvier commandait les troupes de l'ONU lors de la capture par les Serbes de l'enclave musulmane de Srebrenica (est) en juillet 1995 et des massacres commis par les forces du général Mladic dans cette zone placée sous protection de l'ONU. Il a été mis en cause dans plusieurs enquêtes, mais n'a jamais été autorisé par sa hiérarchie à répondre aux accusations portées contre lui.

## Elsine joyeux

Moscou (AFP) — Le président Boris Eltsine, hospitalisé depuis mercredi par un «refroidissement», est apparu hier sur les écrans de télévision, pâle, enrôlé, visiblement éprouvé par la maladie mais d'humeur plutôt joyeuse.

La présidence avait convoqué à la maison de repos de Barvikha, près de Moscou, quelques journalistes russes et des journalistes étrangers. Ils ont pu filmer et interroger le chef de l'Etat, qui remplissait son devoir d'électeur, à l'occasion d'un scrutin régional à Moscou.

Boris Eltsine, qui doit rester au repos une douzaine de jours au total, a confirmé la version officielle de sa maladie, une infection d'origine virale: «Je me sens plutôt pas bien (...) j'ai attrapé un virus, et le traitement dure comme d'habitude environ dix jours».

## É D I T O R I A L

## Conserver pour développer

Jean-Robert Sansfaçon

Le Symposium sur l'eau qui s'est tenu la semaine dernière à Montréal aura permis de fructueux échanges dans l'épineux dossier de l'eau. Maintenant qu'on a bien parlé, que développeurs, fonctionnaires, chercheurs et militants se sont écoutés — souvent sans se comprendre —, le temps est venu pour les politiciens de prendre la relève et de tracer les lignes directrices d'une politique de l'eau qui répondent à des questions de plus en plus complexes.

**L**ors de sa visite au Symposium sur la gestion de l'eau au Québec, le premier ministre Lucien Bouchard y est allé d'une promesse qui a pris tout le monde par surprise: un moratoire sur le captage d'eau souterraine à des fins d'embouteillage. Or, on a peine à comprendre la démarche du premier ministre, si ce n'est que l'homme politique a flairé la belle occasion de montrer que son gouvernement était sensible aux récriminations les plus fréquentes, celles qui concernent le captage d'eau de source par les embouteilleurs. Pourtant, ces entreprises, qui ont le défaut d'installer leurs pénates pas très loin de leurs marchés pour réduire les coûts de transport, sont loin de représenter la plus grande menace à la ressource.

À l'heure actuelle, toute l'eau embouteillée au Québec ne représente que l'équivalent de la consommation annuelle de 900 habitants. On pourrait multiplier cette quantité sans risque pour la ressource... en autant que ces opérations aient lieu dans des milieux où il n'y a pas de concurrence avec d'autres usages prioritaires, telles la consommation domestique et l'agriculture, que les études prouvent que les quantités captées ne dépassent en aucun temps la capacité de renouvellement de la nature. Toutes choses qui ne peuvent être contrôlées que par le ministre de l'Environnement. Or, voilà précisément où le bât blesse. Depuis le retour du gouvernement du Parti québécois au pouvoir, le ministère de l'Environnement a vu fondre ses propres ressources et a pris le chemin de la déréglementation. C'est ce laxisme inacceptable et ce manque de volonté politique qui sont à l'origine de la méfiance de citoyens devenus militants de la cause de l'eau. Il s'en faut de peu pour que l'eau embouteillée soit perçue par certains comme un produit politiquement inacceptable. Pourtant, on devrait se réjouir de ce que les jeunes et les moins jeunes prennent l'habitude de traîner leur petite bouteille d'eau au lieu de la traditionnelle canette de Coke.

Le gouvernement et l'industrie de l'embouteillage sont responsables de la montée de ce militantisme anti-pompage d'eau. C'est à eux qu'il revient de mettre en place les conditions acceptables de développement d'une industrie qui a le mérite d'être fondée sur l'exploitation d'une ressource renouvelable à l'infini.

Un moratoire sur le captage d'eau à des fins d'embouteillage va peut-être permettre d'évaluer la situation et de fixer des balises au développement de cette petite industrie prometteuse. Mais il ne va pas solutionner le problème du captage qui s'étire bien au delà de l'industrie de l'embouteillage. Au Québec, l'agriculture et la pisciculture, pour ne nommer que ces deux cas, sont de ces industries qui puisent énormément plus d'eau de la nappe phréatique que l'embouteillage et qui ne sont soumises à aucune norme. Est-ce plus acceptable de puiser de l'eau pour élever des truites que pour la vendre en bouteille? L'eau est là, il faut l'exploiter de la façon la plus rationnelle possible.

Faut-il nationaliser la ressource? Pour ce qui est de l'eau des rivières, elle est déjà propriété publique, ce qui ne signifie pourtant pas que l'État en fasse le meilleur usage possible, comme la politique de construction de petites centrales hydro-électriques en fait foi. Quant à nationaliser l'eau souterraine, encore là, rien ne prouve que ce soit une bonne idée de confier toute la gestion de la ressource à l'État. Les citoyens ne sont pas que des numéros dans une politique publique, ils ont aussi des droits individuels dont ils peuvent jouir à leur guise, en autant qu'ils ne nuisent pas à autrui. Ainsi en est-

il de l'eau qui coule sous leurs pieds: elle leur appartient depuis toujours, selon la tradition et le code civil. De quel droit un gouvernement peut-il leur retirer cette propriété sans juste compensation? Rappelons-nous le cas des sociétés minières qui avaient acquis des droits sur le sol et le sous-sol minier avant une certaine époque, dans le secteur de l'amiante par exemple. Ces sociétés ont toujours ces droits. Une longue bataille juridique s'engagerait si un gouvernement s'avisait de s'approprier une partie du patrimoine individuel de millions de Québécois.

Il y a toujours la possibilité d'imposer des redevances à l'embouteillage, une idée qui semble aller de soi mais qui, pour le moment, pose autant de questions qu'elle ne fournit de réponses. D'abord, peut-on imposer une redevance sur un bien qui ne nous appartient pas? Ensuite, peut-on le faire pour l'eau embouteillée et non pour l'eau qui sert à la pisciculture et à l'agriculture?

Une redevance ou une autre forme de taxe sur l'eau pompée à des fins commerciales ou industrielles forcerait sans doute le gouvernement à un meilleur contrôle de l'exploitation de la ressource. Mais cela ne fait que nous ramener à nos réserves du début quant à la performance du ministère de l'Environnement.

C'est là qu'il faut agir en priorité en redonnant des pouvoirs et des dents à ce ministère ainsi qu'au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), celui-là même à qui devrait revenir la responsabilité de procéder à l'étude d'impact de tout projet d'utilisation de l'eau susceptible de présenter un risque pour la conservation de la ressource. Or, la tendance actuelle du gouvernement va plutôt dans le sens d'éviter les études indépendantes du BAPE qui menaceraient la réalisation d'un projet.

Ce débat, très émotif, sur l'exploitation de l'eau souterraine ne devrait pas, non plus, nous faire oublier que les grands enjeux sociaux et économiques auxquels nous sommes déjà confrontés ne sont pas ceux de l'industrie de l'embouteillage, encore moins de la vente d'eau en vrac dont on ne parle à peu près plus, mais de la gestion des cours d'eau (*Le Devoir*, 22 octobre 1997) et des équipements de traitement des eaux qui ont poussé partout dans nos municipalités depuis une vingtaine d'années. Le Québec a investi sept milliards dans son programme d'assainissement des eaux au plus grand bénéfice des citoyens et de l'environnement, mais sans profiter de l'exercice pour développer ses propres technologies exportables. L'industrie de la construction et les firmes d'ingénierie ont tiré tout ce qu'elles pouvaient de ces grands chantiers très lucratifs, mais maintenant que ces projets publics s'achèvent, les mêmes firmes voudraient prendre le contrôle de la gestion de ces installations municipales dans le but de développer une expertise qui les aiderait à conquérir les lucratifs marchés étrangers. Or, jusqu'à preuve du contraire, on ne voit pas pour quelles raisons les municipalités céderaient leurs équipements à des firmes privées qui, en toute logique, exigent un retour sur l'investissement aussi élevé que rapide. Si certaines municipalités sont prêtes à franchir le pas, ce qui est le cas, il revient au gouvernement du Québec de s'assurer que les équipements payés par les impôts de tous les citoyens de la province ne soient pas dilapidés au profit d'actionnaires privés. Encore ici, la confection de normes pour protéger le public à long terme est la façon de faire qui répond le mieux à ce qu'on attend de l'État.

À la clôture du symposium, vendredi, le ministre Paul Bégin a réitéré l'engagement de son gouvernement à consulter la population sur un projet de politique de l'eau. Nous attendons cette politique avec impatience, en souhaitant qu'elle ne fasse pas des producteurs d'eau embouteillée les boucs émissaires de l'inertie du gouvernement.

Les  
embouteilleurs  
d'eau  
ne doivent pas  
devenir des  
boucs émissaires



LE MONDE

## Hollywood dans le collimateur chinois

**P**ékin — Trois films américains nourrissent une vive polémique entre la Chine et les États-Unis autour de la question du Tibet. Plus précisément, c'est entre les autorités de Pékin et l'industrie américaine du film que se joue une partie de bras de fer, au moment où les majors américaines se lancent résolument à la conquête du gigantesque marché chinois.

*Sept ans au Tibet*, de Jean-Jacques Annaud, une production Tristar Pictures distribuée par Sony, *Kundun* de Martin Scorsese, des studios Disney, et *Red Corner* de Jon Avnet, produit par MGM, ont profondément irrité les Chinois. Les deux premiers films portent sur le Tibet et le troisième raconte les démêlés avec le système judiciaire chinois d'un entrepreneur américain, interprété par Richard Gere, lui-même disciple du bouddhisme tibétain et du dalaï-lama.

Pékin ne craint pas que ces films sèment un vent de contestation en Chine puisqu'ils ne seront pas distribués ici. Mais la soudaine irruption en Occident d'un «problème tibétain» — 47 ans après la «libération pacifique» du Tibet par les forces communistes — agace prodigieusement les dirigeants chinois. Surtout quand cela se traduit par des manifestations sur le chemin du président Jiang Zemin, comme ce fut le cas lors de son récent voyage aux États-Unis et au Canada.

En conséquence, la Chine a décidé de boycotter les studios américains de production et de distribution de films protibétains. Cela tombe mal pour les majors américaines qui tentent depuis trois ans — depuis que la Chine leur a ouvert ses écrans de cinéma avec cependant un quota non déclaré et non officiel de dix films par an — de pénétrer plus largement le marché chinois. Cela tombe particulièrement mal pour Disney, qui a déjà une antenne en Chine et qui a l'intention d'ouvrir un parc d'attraction près de Shanghai.

Aussi les majors font-ils patte de ve-

lours. Le premier tour de manivelle de *Kundun* était à peine donné que déjà Disney, sentant venir l'orage, avait retenu les services de Henry Kissinger, monsieur Rapprochement Chine-États-Unis lui-même, comme conseiller politique en matière de relations avec la Chine. La semaine dernière, le p.-d. g. de Motion Picture Association (MPA), Jack Valenti, de passage à Pékin pour négocier des accords de coopération avec l'industrie chinoise du film, expliquait suavement que «la vie d'un film est transitoire». «Les films arrivent, ils dérangent et puis ils passent sans causer de dommages durables», disait-il, confiant que la polémique serait bien vite oubliée. Le patron de MPA disait aussi avoir expliqué à ses interlocuteurs chinois qu'aux États-Unis, en vertu de la liberté d'expression, les gouvernements et même les producteurs n'avaient pas un mot à dire sur le contenu du film d'un réalisateur de renom, «tant que le budget restait dans des limites raisonnables».

Autrement dit, il ne faut pas s'attendre à ce que les patrons d'Hollywood montent au créneau pour défendre les films qui contrarient un partenaire potentiel, surtout quand il est de la taille de la Chine. On a plutôt l'impression que, lorsque l'occasion leur est donnée de dénigrer ces films et leur message, ils le font sans états d'âme. On se doute aussi que si les grands studios d'Hollywood produisent des films sur le Tibet, c'est parce que le thème est à la mode en Occident et non pas au nom d'une vertueuse indignation de la tutelle chinoise sur le pays des lamas. «Ma priorité est d'obtenir une plus grande ouverture du marché chinois aux films américains, dans des conditions qui conviennent aux Chinois», dit Jack Valenti. Il est évident que les films qui peignent la Chine sous un jour peu flatteur ne sont pas les bienvenus ici. Mais, vous savez, il y a d'autres pays qui ont refusé de nos films. La Grande-Bretagne ou la France par exemple.»

En retour, M. Valenti ne peut pas promettre une plus grande présence

de films chinois aux États-Unis puisque les spectateurs américains n'aiment ni les versions doublées ni les films sous-titrés. «Ce n'est pas facile pour les films qui ne sont pas tournés en anglais de faire carrière aux États-Unis, mais je ne cesse d'expliquer aux Chinois que le film est une industrie aux États-Unis et que le marché du film est une entreprise commerciale», insistait Jack Valenti. On avait bien compris.

Il va sans dire que la polémique sur les films protibétains ne se déroule pas sur la place publique en Chine. Peu de gens en ont entendu parler, les médias chinois étant restés muets sur le sujet. Seuls des journaux de Hong-Kong en ont fait état — *Sept ans au Tibet* va sortir sur les écrans hong-kongais.

À ce jour, la seule mention du film de Jean-Jacques Annaud dans la presse chinoise semble être un article dans le mensuel en langue anglaise *China Today*. Dans sa livraison de décembre, un article intitulé «Le précepteur du dalaï-lama — un nazi?», rapporte les révélations détaillées du passé nazi de Heinrich Harrer, alpiniste autrichien incarné par Brad Pitt à l'écran, qui a été le professeur du dalaï-lama. L'article de *China Today* annonce, avec un peu de retard, que Hollywood «projette de faire un film à partir des mémoires de Heinrich Harrer» et s'interroge sombrement: «Quelle influence néfaste a dû exercer Harrer sur le jeune garçon?» Et conclut avec encore plus de fausse ingénuité: «Est-ce que Hollywood devrait vraiment glorifier un nazi?»

A vrai dire, on peut s'étonner que les Chinois n'aient pas saisi plus vite cette perche pour discréditer le film et la vague protibétaine du cinéma hollywoodien en même temps. Peut-être auraient-ils besoin des services d'un Henry Kissinger ou d'un Jack Valenti qui pourraient leur souffler quelques suggestions de contre-attaque un peu meilleures que celle du président chinois expliquant aux Américains que la «libération» du Tibet par l'armée rouge équivalait à la libération des esclaves noirs par l'État américain.

## À PROPOS

## ... des voyages des Canadiens

Les Canadiens se déplacent surtout au Canada, mais leurs dépenses en voyages se répartissent de manière pratiquement égale entre leurs voyages au Canada et leurs voyages à l'étranger. Les États-Unis demeurent la principale destination internationale des Canadiens, et les touristes américains sont toujours les plus nombreux à visiter le Canada. Cependant, la situation économique du Canada a entraîné des changements considérables dans les habitudes de voyage aux États-Unis ces dix dernières années. Au début des années 90, l'augmentation du nombre de voyages des Canadiens aux États-Unis a

été suivie d'une accélération de la croissance des dépenses en voyages hors du Canada, qui n'a pas été compensée par une augmentation du nombre de voyages étrangers au Canada. Parallèlement, le nombre de Canadiens qui voyagent dans les pays d'outre-mer et le nombre d'étrangers en provenance de ces pays ont connu une croissance ininterrompue depuis dix ans, à l'exception d'une brève interruption pendant la guerre du Golfe au début des années 90. Warren Clark, *Tendances sociales canadiennes*, Statistique Canada, été 1997.

## L E T T R E S

## Transport adapté?

Le thème de l'année de la Semaine québécoise des personnes handicapées: «L'accès: c'est l'autonomie. Tout le monde y gagne.» Un thème qui fait davantage mesurer l'écart entre la volonté et la réalité. Le transport adapté demeure l'outil qui permet l'accès à une vie presque «normale». À ceux qui pensent que le transport adapté est un luxe, détrompez-vous. La réalité est tout autre.

Nous, les usagers du transport adapté, avons maintenant des horaires fixes pour aller à Montréal: conséquence de l'achalandage accru sans financement adéquat. Un rendez-vous vers 9h ou 9h30? Soyez prêt à partir dès 6h30. Gare à vous si vous dépendez du CLSC pour des services à domicile. Pour une activité en soirée, un seul départ à 17h, que votre rendez-vous soit à 19h ou à 20h. Mieux vaut sortir par temps chaud; abstenez-vous de boire (de l'eau); soyez en bonne santé.

Soyez assuré qu'on va venir vous

chercher, mais quand? Si vous pensez qu'on vous a oublié (c'est rare), vous demandez à un passant de téléphoner pour vous, car là non plus, le téléphone n'est pas à la portée de tous. En quelque sorte, cela signifie souvent de devoir renoncer à toute activité sociale ou de loisir, à moins d'être assez riche pour se payer un transport privé.

La carte métropolitaine à 73 \$ que paie l'usager du transport adapté, la même utilisée par l'usager du transport régulier, permet à ce dernier l'accès au territoire de la STL. Nous devons justifier nos buts de déplacements, (on peut difficilement taire notre destination, non?). Aussi, il nous faut réserver dès le vendredi pour tout le week-end, jusqu'au lundi soir. Il vaut mieux être organisé dans sa tête, sinon on ne sort pas.

Qui a le «privilege» d'avoir une job mais dont le lieu de travail se situe en dehors du corridor doit poursuivre le reste en taxi ou en roulant (sauf l'hiver!).

De toute façon, travailler, c'est se

taper de longues heures pour se rendre au travail et en revenir. À quel prix l'intégration au marché du travail? Devant la contradiction du discours politique qui prône le maintien dans le milieu, l'accès à une vie active, pendant que des budgets gelés ne tiennent pas du tout compte des nouvelles réalités sociales, comment ne pas être angoissé quant à l'avenir du transport adapté? Trop, c'est trop.

Oui, la STRSM offre des déplacements au plus bas coût. Tant mieux pour cette bonne gestion! Mais n'est-ce pas un peu, beaucoup sur notre dos à nous, les usagers (temps de déplacements allongés, horaires fixes qui nous forcent à arriver des heures à l'avance ou à être en retard)? Devons-nous en conclure aussi qu'une gestion efficiente a des effets, à rabais, sur les subventions accordées?

Pierrette Laperle  
Association des usagers du transport adapté de la Rive-Sud de Montréal  
Montréal, 21 novembre 1997

## IDÉES

Le projet de Grande Bibliothèque

## Plus qu'un édifice ou un monument...

Ne faisons pas encore l'erreur du Palais des congrès, du Stade olympique ou de bien d'autres grands projets qui, comme des gestes héroïques et autonomes, font complètement abstraction de leur environnement immédiat

MARTIN BRIÈRE

Architecte et membre associé de la firme Brière, Drolet &amp; Noël, architectes

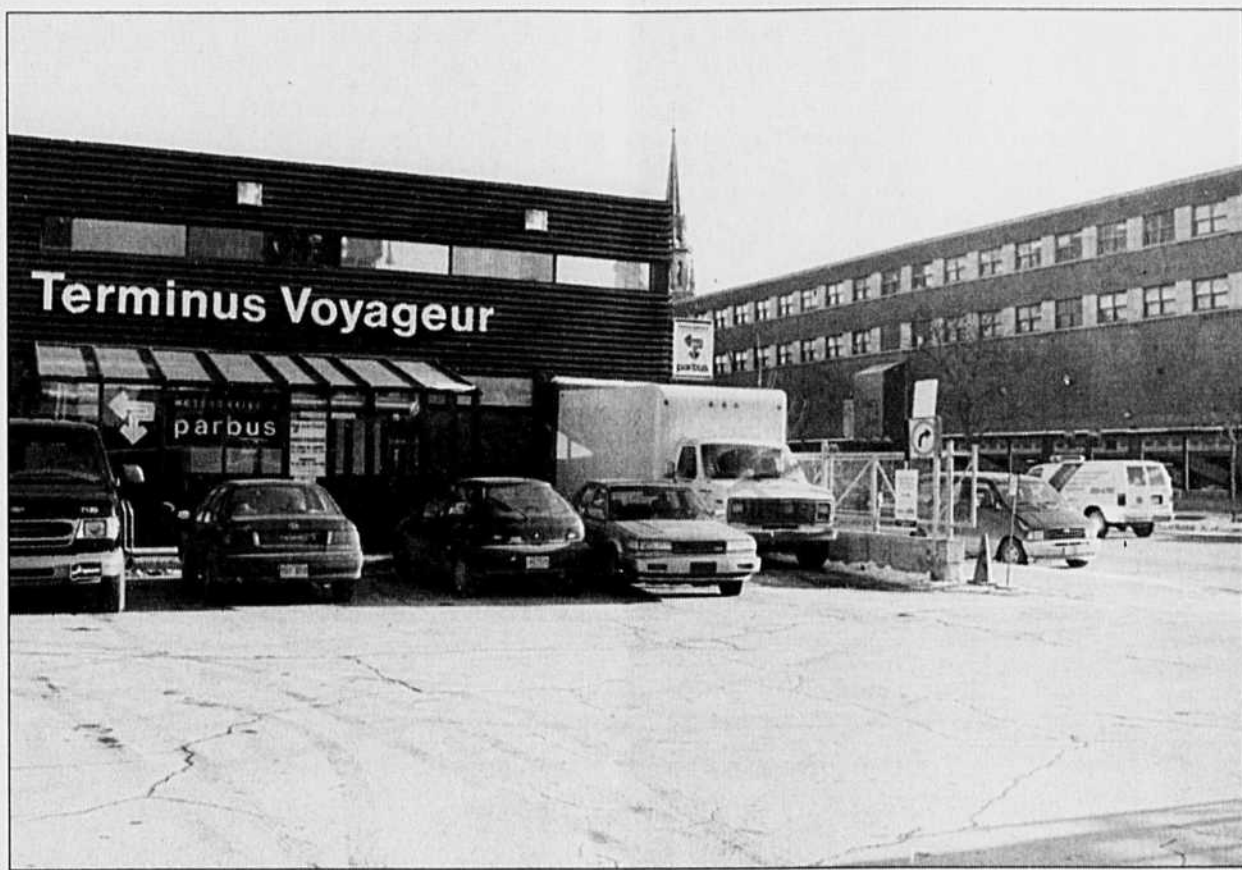
Entre le «pourquoi d'une Grande Bibliothèque du Québec à Montréal», débattu en commission parlementaire, et le choix de deux sites, sortis d'on ne sait trop quelle étude, il y a le comment, il y a la pensée. La recherche d'un site d'accueil pour le projet de la GBQ ne peut être faite sans référence à ce qui existe déjà, à l'amélioration potentielle de la ville, qu'un tel projet peut générer. Son projet n'est pas seulement celui d'un bâtiment à la mémoire d'une culture, voire d'un monument, mais également — et surtout — celui de la ville, en tant qu'organisme vivant à travers laquelle se réalise cette culture. Ne faisons pas encore l'erreur du Palais des congrès, du Stade olympique ou de bien d'autres grands projets, malheureusement, qui, comme des gestes héroïques et autonomes, font complètement abstraction de leur environnement immédiat, de leurs rapports avec l'espace public: ses habitudes, son histoire, son avenir, etc. Qu'est-ce que la culture d'une société sans l'espace public?

Le chef-d'œuvre ultime que nous devrions rechercher n'est pas celui d'un monument-objet, mais la ville elle-même. Sinon, ça n'en vaut pas la peine. Depuis quelques semaines, des articles nous informent sur la construction prochaine du projet de la Grande Bibliothèque du Québec. Les informations disponibles sur ce sujet ne dépassent rarement, voire jamais pour être honnête, la densité et l'intérêt d'une réclame publicitaire. Comme c'est trop souvent le cas, la transparence souhaitée pour le processus de sélection du site n'est que trop floue. Comment en est-on arrivé à choisir les sites de la Place des Arts et du Palais du commerce comme deux sites potentiels? Qui sont ceux qui ont influencé ces choix? Et en vertu de quels critères?

En effet, peu informé sur les orientations proposées et les critères retenus pour le choix du sujet, je crains encore une fois que la consistance du bon sens et de l'intelligence nous glissent entre les doigts. Entre l'architecture de cosmétique, par laquelle on dépense des millions pour maquiller les maux sans vraiment les régler, et l'architecture de la loi de la jungle, il y a une architecture de la raison, de la redécouverte de l'urbanité — de la ville — par la population qui la commande et qui en fait les frais. N'importe quel projet d'architecture doit être considéré, aperçu et reconnu comme un morceau, une partie manquante à la «complétion» d'un plus grand projet que lui-même. Toute action complexe et raisonnée comme celle de transformer notre environnement bâti devrait être conditionnée par un rapport intime entre la pensée et l'histoire urbaine, entre l'avancement des théories et des connaissances. Ce qui ne semble pas être le cas au Québec.

## Un équilibre subtil

Alors, comment choisir un site? Quels sont les outils



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La gare d'autobus et le Palais du commerce, d'un côté et de l'autre de la rue Berri. Pourquoi ne doit-on pas analyser l'hypothèse de rénover et de réorganiser la gare d'autobus en fonction d'une cohabitation avec la Grande Bibliothèque du Québec sur le même îlot?

méthodologiques et théoriques qui peuvent servir à l'analyse des sites potentiels? Où sont les architectes et les urbanistes et tous ceux qui en auraient beaucoup à dire et à proposer? N'y a-t-il pas depuis les années soixante un nombre important de nouveaux champs de recherche qui se penchent spécifiquement sur la notion même de «projet urbain», de «continuité historique», de planification interdisciplinaire, d'économie et d'écologie urbaine, etc.? Où sont ces connaissances? Pour qu'il y ait un vrai débat, il faut tout de même des idées et préférentiellement quelques-unes issues de la pensée. Et elles existent.

Dans cet esprit, pour une fraction minime du coût total du projet, il serait pertinent, voire essentiel, sur la base d'un débat interdisciplinaire et ouvert, de mettre à profit ces connaissances pour une analyse sérieuse de l'ensemble de la question. Avant même la mise en forme du projet, il y a la recherche des occasions et des besoins que présente la ville de Montréal en tant que totalité afin d'en améliorer la cohérence. La construction des villes passe par le tracé des rues et des places publiques, par la répétition de ses pièces, de ses maisons, de ses cours, de ses îlots et de ses quartiers, par l'implantation de ses monu-

ments et de ses institutions, par la construction de ses liens physiques avec ses régions et son pays. Les villes sont le reflet de la vie humaine, des rapports sociaux qu'entretiennent les individus entre eux. Individualité, famille, collectivité de quartier, groupes communautaires, élus municipaux et régionaux, pouvoir politique, etc.; ces différentes échelles des relations sociales sont les substrats idéologiques sur lesquels doit se concevoir notre environnement.

Nous devons agir, comme d'autres pays commencent à le faire, à ce constat de plus en plus répandu dans les milieux de la recherche architecturale et urbaine, que résume assez bien Christopher Alexander dans son ouvrage *Un urbanisme démocratique*, publié il y a déjà vingt ans: le processus de croissance et de développement ne semble plus jamais devoir laisser sa place à des aménagements permettant d'instaurer cet équilibre subtil entre l'individualité des parties et la cohérence de l'environnement comme totalité.

Le débat de la pensée architecturale et urbaine semble évincé. Où sont-ils les architectes et les urbanistes eux-mêmes qui n'ont rien à dire? Je pense que ce n'est pas le

cas. Pourtant, nous savons très bien que certaines de nos grandes agences d'architectes ont déjà travaillé, en catimini, sur le projet de GBQ, et peut-être même le font-elles en ce moment précis. On leur demande probablement de faire un exercice comptable sur des sites choisis d'office, c'est-à-dire d'analyser si chacun des mètres carrés, d'un programme fonctionnel et technique établi au préalable sans égard pour le site, peut être casé à l'intérieur des limites de ces sites. Il est facile de constater que le malaise est «monstrueux» et que le processus est biaisé... Entre le travail au noir et le travail à l'ombre, il n'y a que la lumière du pouvoir.

## Le site de la gare d'autobus: un meilleur choix

Soyons mieux éclairés et prenons à titre d'exemple le site du Palais du commerce. Celui des deux sites qui, je le crois comme beaucoup d'autres, présente le plus d'avantages. Mais en fait, tous ces avantages — et encore plus — sont directement liés au site de la gare d'autobus elle-même, cerné par les rues Berri, Saint-Hubert, Ontario et Maisonneuve. Pourquoi ne pas analyser alors l'hypothèse qui aurait comme projet de rénover et de réorganiser la gare d'autobus en fonction d'une cohabitation avec la GBQ sur le même îlot?

Nous avons là, devant, une place publique limitée au nord par une gare d'autobus qui n'est certes pas digne d'une métropole. Un bâtiment public dont les façades et le fonctionnement introverti ne répondent pas à son contexte: ses rues, sa place, etc. En plus de ne pas détruire un bâtiment très correct et polyvalent qui pourrait recevoir à peu près n'importe quelle fonction (le Palais du commerce) — et qui par sa position se verra toujours conférer un rôle de bâtiment annexe à la place —, nous pourrions enfin concevoir un morceau de ville à l'image de nos plus profondes aspirations et donner à cette place publique le caractère monumental qui lui revient.

Les facteurs déterminants pour la construction des villes doivent être recherchés dans ces rapports intimes qui existent déjà et qui nous informent sur notre culture et sur ce dont nous avons besoin. Le potentiel est nécessairement latent, à moins que tout ce que nous avons fait jusqu'à ce jour ne soit inutile et irrécupérable. Mais ce n'est pas le cas. Une intervention aussi importante que la GBQ doit s'inscrire en continuité du quartier et de la ville qui l'accueillent.

Pour «une bibliothèque d'abord tournée vers le grand public» (*Le Devoir*, 15 et 16 novembre 1997), pour «une époque [qui] réclame constamment de solides et multiples compétences [et qui] les réclame désormais à tous les groupes de la société» (rapport du comité Richard); il serait grand temps d'élargir le débat et de s'interroger sur d'autres sites qui répondent davantage aux valeurs fondamentales que le projet de la GBQ espère véhiculer: la connaissance, l'histoire et la culture.

Imaginons une Grande Bibliothèque qui aurait coûté soixante-quinze millions et dont les milliers de livres, remplis d'histoire et de connaissances, ne serviraient qu'aux nostalgiques des époques passées. Est-ce vraiment ce que nous voulons?

## Biotechnologies

## Un succès qui ne doit rien au hasard

Il n'y a guère de quoi encourager les «vocations» et s'assurer d'une relève lorsque l'incertitude scientifique est couplée à l'incertitude économique!

GILLES LAVIGNE

Vice-doyen à la recherche à la faculté de médecine dentaire de l'Université de Montréal

À cours des dernières années, le secteur des biotechnologies est celui qui a connu une des plus fortes croissances économiques. Les gestionnaires de plusieurs fonds privés ou de retraité ont investi dans des travaux de recherche qui permettent un espoir ou des actions concrètes en matière de santé et assurent un excellent rendement financier. Ceci n'est pas le fruit du hasard. Il n'y a pas de Loto-recherche!

Les gouvernements ont, dans le passé, investi avec vision dans la recherche fondamentale et appliquée, ce qui permet aux bio-financiers d'aujourd'hui une si bonne récolte. Il faut savoir que lorsqu'un jeune Ph. D. crée une compagnie qui obtient la confiance des marchés boursiers, c'est la suite logique des décisions prises il y a 10 ou 25 ans. En amont, il y a eu souvent un gestionnaire universitaire qui a facilité la création d'un laboratoire de recherche, un politicien qui a favorisé la création d'un fonds et un chercheur qui, par ses travaux, a permis la formation de ces nouvelles vedettes de la recherche et du développement en biotechnologies.

Qu'en sera-t-il demain? L'inquiétude, il faut le dire, est grande parmi la

communauté des chercheurs.

Au Québec, le Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ), qui a depuis plus de 25 ans joué un rôle majeur dans le soutien salarial et des infrastructures de recherche, a réussi à augmenter de 1,1 % son développement de la recherche. C'est peu mais très apprécié dans la conjoncture actuelle.

Au niveau fédéral, la situation est différente car on a entrepris une restructuration complexe du financement de la recherche. Traditionnellement, on trouvait à Ottawa quatre «guichets»: le Conseil de recherches médicales (CRM), les Réseaux des centres d'excellence (RCE), le Conseil des sciences naturelles et du génie (CRSNG) et, enfin, le ministère de la Santé par un «programme de priorité» connu sous l'acronyme PNRDS. Lors du dernier budget, le gouvernement fédéral a créé la Fondation canadienne pour l'innovation, un «partenariat» entre le gouvernement central (40 % du financement, soit 180 millions par an) et le privé ou les institutions provinciales (60 %).

Jusqu'au 8 décembre 1997, à la suite de la déclaration des ministres Rochon et Marois du Québec, qui jugent que cette fondation est une ingénierie dans les choix du Québec en matière de développement de la recherche, cette initiative était perçue par les chercheurs comme heureuse et originale. À ma connaissance, il n'y avait pas de programmes similaires prévus

par le gouvernement du Québec. Espérons que cette nouvelle bataille n'empêchera pas de rajouter les équipements et laboratoires québécois, qui sont malgré tout très performants. Nous obtenons autant de subventions du CRM que les universités ontariennes et presque le double en investissements privés en capital de risque. Souhaitons aussi que ce nouvel imbroglie, justifié à plusieurs égards, ne sera pas l'occasion pour le Québec de créer un nouveau guichet.

## Structure additionnelle

Malgré le débat politique en émergence, il faut souligner que cette fondation crée une structure fédérale additionnelle. Une cinquième structure qui vient alourdir les processus. Comme chacun des organismes est jaloux de son autonomie et qu'il administre un mandat spécifique, les directeurs de laboratoire sont forcés de bien comprendre toutes les subtilités propres à chacun de ces «guichets».

Faute d'obtenir suffisamment de fonds pour la recherche, la multiplication des programmes permettra d'améliorer la capacité des chercheurs à rédiger des formulaires. Déjà, les directeurs de laboratoire

consacrent plus du quart de leur temps à la rédaction de ces demandes au lieu de former la relève et d'écrire des articles scientifiques. Pour être de taille à affronter la compétition tant européenne, américaine qu'asiatique, il faut réduire au minimum les procédures administratives!

## Sans subventions adéquates, les chercheurs du Québec ne pourront maintenir le rythme de la compétitivité internationale!

plus grande concertation université-industrie est essentielle et réelle de nos jours, mais les BioChem Pharma et autres auront-elles la capacité de maintenir l'équilibre entre les pressions du marché à court terme et la créativité scientifique nécessitant des investissements à moyen et long termes? Seuls, les investisseurs privés ne pourront développer la culture

scientifique et la maintenir libre des lois du marché. Pour obtenir un brevet, il faut au préalable avoir créé et démontré une hypothèse scientifique.

## Un exode à prévenir

Que serons-nous devenus en 2010? Des techniciens hautement diplômés vérifiant si les découvertes étrangères sont intéressantes? Il faut prévenir un exode. La migration des oies blanches existe en sciences. Actuellement, il y a plus de 500 chercheurs en santé dont les projets de recherche ont obtenu la cote d'excellence lors de l'évaluation par les comités de pairs mais qui n'ont pu obtenir de fonds du CRM.

Être chercheur signifie avoir obtenu un doctorat ou l'équivalent, avoir complété deux, trois ou quatre années d'études postdoctorales, avoir obtenu une première subvention, ce qui n'est pas évident lorsque seulement deux nouveaux projets sur dix sont retenus. Enfin, si vous avez été chanceux, la subvention obtenue aura un budget inférieur de 20 % à celui de 1994, la durée de votre subvention sera courte (au Canada, la durée moyenne d'une subvention est de trois ans alors qu'elle est de cinq ans aux États-Unis) et la probabilité de renouvellement sera de moins de 50 %. Il n'y a guère de quoi encourager les «vocations» et s'assurer d'une relève lorsque l'incertitude scientifique est couplée à l'incertitude économique!

La recherche biomédicale améliorera

la vie, elle crée des emplois et, par l'émergence de nouvelles découvertes, elle contribue à maintenir notre santé économique. Une étude nous démontre que le Canada, entre 1981 et 1994, se comparait pour le nombre et la qualité de ses publications scientifiques à des pays tels la Suisse, la Suède et les États-Unis malgré des investissements relatifs de 50 à 100 % inférieurs à ceux de ces pays. Serons-nous en mesure de maintenir ce statut?

Pour préserver et augmenter notre compétitivité, il faut permettre aux scientifiques de se concentrer sur leur mandat: découvrir et démontrer scientifiquement le bien-fondé de leurs travaux. Il faut rétablir la compétitivité du CRM au plan international en augmentant son budget de 20 %. Cela est essentiel pour stimuler la relève. Ainsi, on aura une très belle pépinière dont la santé des spécimens sera un moteur pour la croissance scientifique, sociale et économique. J'ose espérer que nos dirigeants auront la vision de préserver nos acquis et qu'ils ne seront pas les artisans d'un mirage «écono-biotechnologique».

Les récents progrès économiques en biotechnologies sont intimement liés à la qualité de travaux de longue haleine en sciences fondamentales et appliquées. Sans subventions adéquates, les chercheurs du Québec ne pourront maintenir le rythme de la compétitivité internationale!

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapiere (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (régions), Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Brian Myles (politique municipale), Isabelle Paré (santé), Jean Fichette (justice), Clément Trudel (relations de travail), Serge Truffaut (questions urbaines); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (arts visuels et théâtre), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Louise Leduc (musique), Jean-Pierre Legault, Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dutrisc, Benoît Munger, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cornélière (correspondante parlementaire à Ottawa), Gilles Paré (directeur); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Judith Lachapelle, Marie-Claude Petit (commiss). LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arseneault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Carole Dallaire (avis d'opinion); Judith Lachapelle, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlène Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Guylaine Ouellet, Micheline Ruelland (publicitaires); Sylvie Laporte, Claire Paquet, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Francine Ouellet (secrétaire). LA PRODUCTION: Jocelyn Arseneault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Christian Vien, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE: Johanne Brien (responsable), Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION: Yves Bouthiette (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Ghislaine Lalleur, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

# LE DEVOIR

# ACTUALITÉS

## IRAN

SUIVE DE LA PAGE 1

bouche de l'ayatollah Ali Khamenei, guide spirituel de la république. Mais l'orateur, qui avait battu ses adversaires conservateurs à la surprise générale à l'élection présidentielle de mai, s'est gardé de préciser comment ce dialogue pourrait s'engager.

Et il n'est pas allé jusqu'à annoncer de prochains contacts au niveau des gouvernements. Il n'a pas non plus menagé ses critiques à l'égard des dirigeants américains en déclarant que la classe politique américaine refusait une telle ouverture et qu'elle n'était de toute façon pas mûre pour cela. «Le premier pas vers un dialogue, c'est que les hommes politiques américains comprennent leur époque. Ils sont hors-jeu. C'est là le grand problème», a-t-il ajouté.

«J'espère que les hommes politiques américains comprendront mieux leur temps, qu'ils saisiront les réalités et iront de l'avant», a dit le président, en faisant à plusieurs reprises allusion au grand peuple américain. Selon lui, Washington essaie d'imposer sa volonté à un grand nombre de pays, dont l'Iran. «Ils cherchent même à décider à la place des Européens. La loi D'Amato et plusieurs autres lois en témoignent.»

Il faisait allusion à la législation américaine sanctionnant les sociétés étrangères qui investissent 20 millions de dollars ou plus dans l'industrie iranienne des hydrocarbures. Ce texte avait soulevé un tollé dans plusieurs pays. Les États-Unis accusent fréquemment l'Iran de prêter le terrorisme dans le monde, de chercher à saboter le processus de paix au Proche-Orient et de tenter d'obtenir l'arme nucléaire.

Téhéran, qui reproche aux Américains de chercher à dominer le monde et de soutenir à bout de bras l'«entité sioniste», répond que Washington veut renverser le régime islamique iranien. Un éventuel rapprochement américano-iranien passerait aussi par un règlement du contentieux sur les avoirs iraniens (11 milliards de dollars) gelés dans les banques américaines depuis la révolution islamique.

Le président iranien, tout en critiquant le «passéisme» des dirigeants américains, a reconnu que son pays devrait tirer certaines leçons de l'Occident en ce qui concerne la société civile. A propos du sommet islamique, il a affirmé que cette réunion, à laquelle ont assisté les représentants de 55 États de la planète, montrait l'échec des tentatives américaines visant à isoler l'Iran.

Enfin, à propos du Proche-Orient, le chef de l'État iranien a réitéré l'hostilité de son pays à l'égard du processus de paix prairiné par les Américains.

«La République islamique d'Iran, parce qu'elle estime que les droits du peuple palestinien sont ignorés, croit que ce processus n'est pas juste. Il ne mènera nulle part.»

## Urgentologues en colère

Québec (PC) — Les médecins ne veulent plus être de garde ni agir comme témoins experts dans les cas de viol. Les urgentologues de l'hôpital Saint-François d'Assise l'ont signifié très clairement au directeur des services professionnels du CHUQ, le D<sup>r</sup> Claude Poirier.

Il n'y a donc plus de médecins qui acceptent de remplir les troussees medico-legales requises en cour pour poursuivre le présumé violeur. Une situation potentiellement explosive pour les femmes dans la région de Québec si les négociations avec le ministère de la Santé devaient se prolonger, car les candidats ne se bousculent pas à la porte.

«S'il n'y a pas de troussees, il y aura un vide au niveau de la preuve et ce sont les présumés agresseurs qui vont s'en sortir, car vous pouvez être certain que la défense va utiliser ce moyen pour contester les examens normaux faits par les médecins. La trousse medico-legale est essentielle car elle contient des informations très précises, beaucoup plus que les informations que l'on retrouve sur les formulaires des hôpitaux», commente Elisabeth Libarté, responsable de Viol Secours à Québec. Avant le démantèlement de l'hôpital Christ-Roi et sa transformation en CHSLD, une dizaine de médecins agissaient tour à tour comme témoins experts quand un cas de viol était signalé.



S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

#### Les avis publics et les appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les petites annonces et la publicité par regroupements

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0854. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUIVE DE LA PAGE 1

embargo pendant plusieurs jours.

Les chercheurs eux-mêmes arrivent mal à s'expliquer cette tendance, sinon par le fait que la clientèle des programmes d'échange présente au départ beaucoup plus de risques d'attraper le VIH que les autres toxicomanes.

En effet, le profil des usagers des sites d'échange démontre que ceux-ci sont plus impliqués dans la prostitution, échantillon plus leurs seringues, fréquentent davantage les piqueries et ont plus de collègues séropositifs dans leur entourage que les autres toxicomanes.

Plus encore, les sites d'échange, en mettant en contact des individus déjà à haut risque de contracter le VIH, pourraient favoriser la transmission du virus. «Il faut penser que les programmes font partie de tout un système de prévention et qu'ils ne peuvent régler seuls l'infection. On n'a peut-être pas fait les bonnes interventions auprès des bonnes personnes», fait valoir le D<sup>r</sup> Bruneau.

«Il ne s'agit pas seulement d'avoir un programme, mais de voir comment les gens l'utilisent. Avec les cocaïnomanes, une des hypothèses est que la distribution d'un petit nombre de seringues empire peut-être les choses», avance de son côté le D<sup>r</sup> François Lamothe, co-auteur de l'étude et membre du département de microbiologie et d'immunologie de l'Université de Montréal.

Avant 1995, les toxicomanes n'avaient droit qu'à 15 aiguilles par jour. De 250 000 avant 1995, le nombre de seringues données gratuitement dans les comptoirs d'échange est passé à un million. Les résultats préliminaires de cette étude ont en effet poussé les autorités, dès 1995, à éliminer les quotas de seringues.

### Le Congrès américain saisit de l'étude québécoise

Mais ces résultats-chocs créent déjà des remous depuis

## GÉNIE

SUIVE DE LA PAGE 1

ronto comme meilleur film canadien *ex aequo* avec celui d'Egoyan, le film a récolté hier les palmes du meilleur scénario, de la meilleure actrice de soutien pour Seana McKenna et du meilleur acteur de soutien pour Peter MacNeil. C'est également au *Hanging Garden* que revenait le prix Claude-Jutra récompensant un premier long métrage.

Quant au prix d'interprétation féminine, il a échu à Molly Parker pour sa performance en nécrophile dans le troublant *Kissed* de Lynne Stopkewich, variation réussie sur un sujet impossible. Encore que Peter Outerbridge, qui donnait la réplique à Parker dans ce *Kissed*, apparaissait bien meilleur qu'elle. L'acteur n'aura pas survécu à la vague déferlante de *The Sweet Hereafter*, emportant à peu près tout sur son passage.

Les Québécois qui ont déjà connu leurs heures de gloire dans le passé, quand les Arcand, Lauzon et compagnie se baissaient pour recevoir la manne des Génies, s'en sont retournés hier sinon bredouilles, du moins en rangs bien clairsemés. Force est de constater que le cinéma canadien anglais a repris de la vigueur ces dernières années, tandis que le septième art québécois persiste à chercher son souffle.

## VIH

deux ans aux États-Unis, où le Congrès américain a imposé un moratoire sur le financement public des programmes d'échange de seringues. Des représentants du Center for disease control (CDC) sont même venus à Montréal pour examiner ces résultats. Les chercheurs québécois ont même été invités à présenter leurs observations devant une commission spéciale du Congrès sur la question.

Au Québec, les réactions ont été plus modérées. Les auteurs eux-mêmes ne doutent pas de l'utilité des programmes d'échange, mais soutiennent que leurs observations ne pouvaient être passées sous silence. «Ça ne veut pas dire qu'il faut fermer ces programmes et partir en peur, mais que l'effet de ses programmes n'était peut-être pas optimal», insiste le D<sup>r</sup> Bruneau.

«Les cocaïnomanes se piquent jusqu'à 40 fois par jour alors que la limite de seringue distribuée était de 15 par jour. Il est évident que les gens devaient s'approvisionner ailleurs», ajoute-t-elle.

L'étude montréalaise fait d'autant plus jaser qu'elle est la seule au monde, pour l'instant, à avoir observé pareil phénomène. A New York, des études similaires ont démontré une baisse de 70 % de l'incidence du HIV chez les toxicomanes obtenant leurs aiguilles propres dans les programmes d'échange, et une régression de 40 % a été notée à Baltimore.

La direction de la Santé publique de Montréal a rapidement réagi à ces résultats qui, pense-t-on, pourraient fortement induire la population en erreur.

«L'étude de l'hôpital Saint-Luc laisse supposer quelque chose de très important, alors qu'il ne s'agit même pas d'une étude destinée à vérifier l'efficacité du programme d'échange. Ce qui nous inquiète, c'est qu'elle risque de nous enlever l'outil le plus efficace que nous avons pour prévenir le VIH dans cette population», déplore le D<sup>r</sup> Richard Lessard, directeur de la Santé publique à la Régie régionale de la Santé de Montréal.

Ce dernier rappelle toutefois que le portrait montréalais de l'infection au VIH dans la population toxicomane est à peu près unique au monde. Depuis peu dépassée par Vancouver, Montréal est la ville d'Amérique du Nord où la prévalence du virus du sida chez les utilisateurs de drogues injectables est parmi les plus élevées.

Le nombre de toxicomanes infectés par le VIH est passé de 4 % entre 1985 et 1987 à 20 % en 1992. En 1997, un toxicomane sur 20 contractera le virus du sida.

La flambée du VIH chez les utilisateurs de drogues à Montréal serait due à l'usage massif de la cocaïne, au détriment de l'héroïne, qui se caractérise par des dizaines d'injections par jour.

«Nous sommes conscients que notre programme n'est pas optimal. Mais ce qu'on souhaiterait, c'est que tous les toxicomanes aient accès à des seringues neuves et que les programmes de traitement à la méthadone soient beaucoup plus accessibles», a plaidé le D<sup>r</sup> Lessard.

Pour l'instant, seulement 300 toxicomanes ont accès à des traitements à la méthadone à Montréal. Un nombre insuffisant, estime la direction de la Santé publique. Puisque l'épidémie du VIH ne pourra être résolue sans intervention directe sur la toxicomanie.

Des sites d'échange ont été ajoutés sur cinq territoires de CLSC, plutôt que les deux actuels, et une centaine de pharmacies se sont ralliées depuis cet automne au programme de distribution de seringues propres Stop-sida pour desservir les 10 à 15 000 toxicomanes montréalais, fait-on valoir.

Malgré tout, les ressources manquent encore. Selon le D<sup>r</sup> Lessard, c'est plus de trois millions de seringues que devraient mettre en circulation les comptoirs d'échange. A Vancouver, les sites de distribution d'aiguilles propres disposent de 4,5 millions de seringues depuis cette année. «Nous avons 900 000 \$ à notre budget, invoque-t-il, comparativement à 4,6 millions à Vancouver.»

## Le protocole de Kyoto n'est pas encore contraignant, estime Washington

Washington (AP) — Les États-Unis ont fait savoir hier qu'ils ne se sentaient pas — pour l'instant — juridiquement liés par le protocole de Kyoto sur l'effet de serre, conclu jeudi dernier. Pour le secrétaire à l'Énergie Frederico Pena, les pays du Sud doivent eux aussi faire des efforts.

Interrogé à l'émission *This Week* sur la chaîne ABC, M. Pena a fait savoir que le gouvernement Clinton était d'accord avec le Sénat américain, qui avait voté cette année un texte rejetant d'avance tout traité qui ne contraindrait pas également la Chine, l'Inde et d'autres pays en voie de développement à réduire eux aussi leurs émissions de gaz à effet de serre.

«Le traité de Kyoto n'est pas encore achevé», a-t-il dit. «Nous devons faire en sorte que les pays en voie de développement soient réellement impliqués. C'est la dernière mesure que nous souhaitons avant de soumettre le traité au Sénat» pour sa ratification. D'ici là, le protocole de Kyoto n'est pas «juridiquement contraignant» pour les États-Unis, a-t-il ajouté.

## ROLLS-ROYCE

groupe sont désormais des Bentley contre moins de 10 % avant 1980.

Ce repositionnement s'accompagne d'une restructuration sans précédent. Les effectifs sont presque divisés par deux, passant de 4700 à 2500 personnes. Rolls-Royce adopte de nouvelles règles: marketing, productivité, flux tendus et sous-traitance font désormais partie de son lot quotidien. L'usine fait actuellement l'objet de travaux, qui la doteront de sa première chaîne d'assemblage et de son premier atelier de soudure. D'après les analystes, cette réorganisation devrait lui permettre de produire jusqu'à 8000 véhicules par an. Rolls-Royce est revenu aux bénéfices en 1994, après trois ans de pertes. Mais la marque mythique est rentrée dans le rang, comme Porsche ou Mercedes.

«Rolls-Royce, même allemand, continuera à faire ses voitures à Crewe, comme elles sont faites aujourd'hui. C'est cela l'important», estime le Rolls-Royce Enthusiasts' Club, qui rassemble 9000 membres dans le monde entier. Les voitures à l'emblème ailé sont encore, à bien des égards, produites dans la tradition la plus pure. Il faut une journée entière pour fabriquer, entièrement à la main, une calandre et cinq heures pour la polir, jusqu'à ce qu'elle se confonde avec un miroir. Chacun des douze artisans employés à leur construction y grave ses initiales: ils peuvent reconnaître leur travail en voyant une voiture dans la rue. Les soixante-dix-huit ébénistes qui travaillent les bois les plus rares, sélectionnés avec la plus grande attention sur la planète entière, font aussi partie du mythe. Tout comme les couturiers des cuirs qui s'échinent sur les douze peaux de vache qui garnissent l'intérieur de chaque limousine.

Les amoureux de Rolls-Royce sont tranquilles: si le futur propriétaire du capital voulait rompre avec ces traditions, il risquerait de perdre le droit d'utiliser la marque. Car celle-ci n'appartient pas au constructeur, mais à Rolls-Royce plc, fabricant de moteurs d'avion, qui a vendu la branche automobile en 1973. «Le contrat stipule que les Rolls-Royce doivent rester des grosses voitures, très luxueuses et produites en nombre limité. Sans quoi, elles peuvent perdre leur nom», explique un analyste. Le repreneur de Rolls-Royce devra également protéger la réputation d'excellence de «la meilleure voiture au monde». Sur près de 130 000 Rolls-Royce produites depuis la naissance de la marque, les deux tiers roulent encore. L'histoire commence à Manchester un jour de 1901. Henry Royce, un petit industriel en appareillage électrique de quarante ans, est furieux: le véhicule qu'il vient d'acheter, une Decauielle d'occasion, française pourtant réputée, ne cesse de tomber en panne. Cet autodidacte, fils de menuisier, qui a commencé à travailler avant ses dix ans, décide de construire une voiture digne de ce nom: il démonte et remonte sa Decauielle jusqu'à la connaître sur le bout des ongles. Le 1<sup>er</sup> avril 1904, la première Royce est produite. Cette biplace, deux cylindres, particulièrement silencieuse pour l'époque, démarre du premier coup.

A cette époque, à Londres, le jeune et riche aristocrate Charles Stewart Rolls brûle la vie. Pilote automobile et aviateur intrépide, il ouvre en 1902 un garage dans une ancienne patinoire où il vend des voitures, essentiellement des françaises, dont la supériorité est alors totale. Avec un regret: celui de ne pas pouvoir décemment offrir à ses clients de modèles britanniques, qui ne sont pas à la hauteur. Sa rencontre avec Henry Royce, en 1904, lui redonne espoir dans l'industrie nationale. Il s'engage à vendre toutes les voitures construites par son nouvel ami. En 1906, le roturier et la patricien

créent Rolls-Royce, et la Silver Ghost sort. Son premier client est cher au cœur des ménagères: il s'agit de Paris E. Singer, l'industriel des machines à coudre. C'est le début d'une formidable aventure, à laquelle la mort de Charles Rolls en 1910, aux commandes d'un aéroplane, ne mettra pas fin.

Le groupe enchaîne les succès. À l'occasion de la Première Guerre mondiale, il se lance dans les moteurs d'avion. En 1931, Bentley, qui ne survit pas à la Grande Dépression, passe dans son giron. Pendant la guerre, ses moteurs d'avion connaissent une période faste. Les années 70 marquent la première crise du groupe, liée aux activités aéronautiques: en 1971, il est placé sous administration judiciaire. Le gouvernement conservateur nationalise Rolls-Royce!

L'activité automobile, elle, est introduite en Bourse en 1973. Vickers la rachète en 1980, pour 38 millions de livres. Après la récession consécutive aux deux chocs pétroliers, les Spirit of Ecstasy sont au plus mal. Puis vient l'engouement des années 80 avant la rechute du début de la décennie.

«Rolls-Royce n'est plus ce que c'était», estime Jeffrey Pattinson. Je ne connais personne aujourd'hui, dans mon entourage, qui voudrait s'en acheter une neuve. Le patron de Coys est nostalgique: adolescent, il rêvait devant les Rolls-Royce, leurs propriétaires et leurs femmes. «Ils étaient assortis à leur voiture. Les femmes étaient élégantes. C'est ce qui m'a donné envie de travailler dans ce domaine. Aujourd'hui, c'est fini.» Des «nouveaux riches» achètent encore des Rolls-Royce neuves, contre un chèque qui va de 1,1 million pour la Bentley Brooklands R à 2,17 millions de francs pour la Rolls-Royce Continental T. Mais «les Rolls-Royce n'offrent plus la meilleure technologie. De nombreuses voitures sont au même niveau de qualité», continue-t-il, sans complaisance. Les châssis remontent à vingt ans.

«Les anciennes Rolls-Royce sont moins à la mode que dans les années 70 et 80. Aujourd'hui, les italiennes sportives ont plus la cote», ajoute Jeffrey Pattinson. Le marché de l'occasion, qui s'était effondré en 1991, n'a jamais retrouvé le niveau de 1989. «Vous pouvez désormais acheter une Rolls-Royce, en bon état, à partir de 10 000 à 12 000 £», estime Peter Blond, directeur chez Sotheby's. Encore faut-il l'entretenir. «Nous vivons dans un monde où le marketing est roi. Il est plus facile de faire renaitre une marque réputée que d'en créer une», conclut Jeffrey Pattinson, qui compte sur le repreneur de Rolls-Royce pour redonner au carrosse les meilleures technologies et faire revivre le mythe qui a bercé sa jeunesse.

Malgré tout, la société britannique, où les divisions sociales sont plus marquées qu'ailleurs, reste sentimentalement attachée à Rolls-Royce. «Ce qui compte, pour les Anglais amateurs de vieilles voitures, c'est la vie sociale qu'engendre leur propriété, une vraie culture souterraine», considère Jeffrey Pattinson. «On compte ici 600 000 voitures anciennes de plus de vingt-cinq ans», précise Lord Montagu. Le reste de l'Europe n'en compte que 200 000. Les Anglais sont des collectionneurs dans l'âme. Chaque marque automobile a son club de fans, qui derrière leur flegme vouent un véritable culte à leur voiture.

Les hommes se voient dans la semaine, au pub. Le week-end, ils se rendent à des pique-niques, des promenades à la campagne, des courses... Les femmes sortent leurs plus belles capelines, les hommes leurs blazers stricts, bleu marine à boutons dorés, avec, brodé sur la poche, l'écusson de leur club, université ou régiment. Le mode d'adoption revit.